

# New Europe College Regional Program Yearbook 2005-2006



IRINA GENOVA  
AZRA HROMADŽIĆ  
CHRISTINA JORDANOVA  
ALP YÜCEL KAYA  
NADEJDA MILADINOVA  
ELENA OTEANU  
VASSILIS PETSINIS  
BLAŽ ŠEME  
AGLIKA STEFANOVA

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright – New Europe College

ISSN 1584-0298

New Europe College

Str. Plantelor 21

023971 Bucharest

Romania

[www.nec.ro](http://www.nec.ro); e-mail: [nec@nec.ro](mailto:nec@nec.ro)

tel. (+40-21) 327.00.35; fax (+40-21) 327.07.74



## ELENA OTEANU

Née en 1972 à Chişinău, République de Moldavie

Doctorande, Institut d'Études Politiques de Paris,  
Université Libre Internationale de Moldavie

Thèse : *La politique publique des langues et la construction des nouveaux États: la Moldavie et l'Ukraine*

Études Approfondies à l'Institut d'Études Politiques de Paris,  
Programme « Analyse comparative des Aires Politiques »

Assistante à la Faculté de Philologie,  
Université Pédagogique d'État « Ion Creangă » de Chişinău

Collaboration avec l'Institut de Politiques Publiques de Chişinău:  
*Politica lingvistică și construcția statului în Republica Moldova*



## L'IDENTITÉ MOLDAVE : CIBLE DE LA NATION OU FACTEUR DE LA SCISSION

L'effondrement de l'Union Soviétique a posé toute une série de problèmes à résoudre aux nouveaux Etats issus de cet empire et devenus indépendants. L'un de ces problèmes concerne les nouvelles politiques linguistiques approuvées par les Républiques ex-soviétiques. Il s'agit précisément de la question du choix de la langue officielle de chaque Etat. La plupart des pays de l'ex-URSS se mirent à promouvoir leur langue nationale, longtemps utilisée dans la seule sphère privée. Les élites nationales se sont adonnées à la nationalisation de la vie politique autour d'une culture et d'une langue, selon le modèle de l'Etat-nation, pour entamer le processus de « décolonisation » de la vie sociale, culturelle et politique.

L'étude des idéologies nationalistes de la fin de l'URSS prouve que le projet des Fronts populaires n'est pas la rémanence d'une pensée politique pré-soviétique, mais qu'il s'inscrit, en partie, dans le sillage d'un nationalisme soviétique<sup>1</sup>. L'intention de ce nationalisme est de créer une nouvelle entité politique dépassant les différences culturelles et sociales. Fondé sur la dualité citoyenneté/nationalité, il est traversé par des processus contraires d'homogénéisation et de différenciation. La politique linguistique soviétique est calquée sur celle des nationalités, selon laquelle le concept de « nationalité » est secondaire par rapport au « peuple soviétique ». Les langues nationales sont également placées derrière la langue russe, celle-ci consacrée comme langue de « communication interethnique »<sup>2</sup>.

Le statut des langues nationales est mis en question dans toutes les Républiques soviétiques pendant la période de la *perestroïka*. Les revendications linguistiques des élites intellectuelles nationales se sont soldées par des lois sur les langues, promulguées au tournant des années 1989-1990<sup>3</sup>. Les premières législations linguistiques sont en effet le résultat d'un compromis politique, car la promotion des langues nationales comme langues officielles des Républiques n'a pas exclu l'utilisation du russe comme « langue de communication interethnique »<sup>4</sup>.

La démarche des nations titulaires en vue d'assurer la suprématie de leurs propres langues par rapport au russe et aux langues minoritaires constitue une première étape de la « bataille linguistique » déclenchée dans toutes les Républiques soviétiques. Une deuxième revendication vise l'adoption des nouveaux alphabets pour les langues nationales<sup>5</sup>. Dans le cas de la « langue moldave », la décision de la faire revenir à l'alphabet latin signifie la reconnaissance de son origine latine et de son unité avec le roumain. L'unité du « moldave » avec le roumain est mentionnée dans la législation linguistique de 1989<sup>6</sup>, pourtant le terme consacré pour désigner la langue d'Etat de la République de Moldavie reste celui de « langue moldave ».

La Moldavie est la seule République de l'URSS où les dirigeants soviétiques avaient procédé à la création d'une nouvelle ethnie<sup>7</sup>. À ce propos, ils ont fait usage principalement du critère linguistique afin de construire l'identité nationale du peuple titulaire de la Moldavie. Affirmer l'existence d'une langue moldave, différente du roumain, supposait l'existence d'une ethnie moldave, distincte de celle roumaine.

Les dirigeants de la Moldavie post-soviétique, à leur tour, ont tiré profit de l'identité moldave, construite pendant la période soviétique, afin de légitimer l'indépendance de ce nouvel Etat<sup>8</sup>. Par contre, l'intellectualité moldave a rejeté cette « fausse identité »<sup>9</sup> et s'est appropriée l'identité roumaine. Ainsi, le dilemme identitaire a provoqué une scission de l'élite politique et culturelle du pays au début des années 1990<sup>10</sup>. Le but de notre étude est justement de saisir la profondeur de cette scission, aussi que sa répercussion dans la vie politique et sociale de l'Etat moldave.

On se propose de suivre par ce travail la façon de se rapporter à la langue de ses acteurs principaux, les écrivains. On verra, d'abord la prise de position des « écrivains officiels »<sup>11</sup> moldaves des années du dégel jusqu'à la *perestroïka*. On les poursuivra dans l'époque post-soviétique, pour saisir comment se construisent leurs relations avec le pouvoir politique moldave et dans quelle mesure se sont-ils engagés à l'« invention des traditions »<sup>12</sup> de la Moldavie indépendante. On examinera l'attitude des écrivains envers l'« intégration littéraire » roumaine, aussi que les rapports qui se sont établis entre l'Union des Ecrivains de la Moldavie et les dirigeants de la République. On présentera la position de l'intellectualité moldave concernant le projet de la construction nationale de l'Etat. On analysera la situation

ethnolinguistique du pays, reflétée par les sondages d'opinion publique et par le premier recensement post-soviétique moldave.

### **La « langue moldave » et ses acteurs du dégel à la perestroïka**

Pour mieux comprendre les changements qui ont eu lieu pendant les années de perestroïka, aussi bien que les effets qui les ont suivis, il est nécessaire de remonter jusqu'à la fin des années 1950, où commence en effet le processus de délégitimation du système soviétique, qui s'arrête à la fin des années 1980<sup>13</sup>. Un rôle important dans l'accomplissement de ce processus est attribué à la génération des « soixantistes »<sup>14</sup>, qui ont tenté de répéter dans les années quatre-vingt le projet de rationalisation et de purification du système qu'ils n'avaient pas réussi à mener à bien dans les années soixante. Cette continuité est perceptible aussi dans le cas de la République de la Moldavie, où les problèmes liés au *statut* et au *corpus*<sup>15</sup> de la langue nationale de la population titulaire ont représenté le facteur le plus important de la mobilisation de l'intellectualité. D'ailleurs, cette continuité est revendiquée par les acteurs de ses mouvements sociaux. Il est suggestif le témoignage de l'écrivain Ion Ciocanu :

Je me suis senti engagé dans l'oeuvre (et la lutte) pour la renaissance de notre être national dès 1967, quand – en tant que maître de conférence – je mettais l'accent sur les œuvres avec un prépondérant spécifique moldave (je l'avoue : je disais et je croyais « moldave ». A cette époque-là, même si je lisais beaucoup de littérature roumaine, vendue aux prix bas à la librairie située à l'époque dans la rue Pouchkine, je n'aspirais au roumain que peut-être instinctivement. Mais j'avais horreur de la disparition, qui me paraît très possible, vu les circonstances, de ce fond « moldave » et, bien sûr, de la langue « moldave » sous la tyrannie de la langue russe)<sup>16</sup>.

Les études sur la génération des « soixantistes » ont montré leur loyauté envers les idéaux du Parti Communiste, dont ils étaient presque toujours les membres<sup>17</sup>. Intégrés aux institutions soviétiques, ils rejoignent assez rarement la dissidence. L'analyste Iulian Frunțașu constate qu'il n'a existé aucune manifestation antitotalitaire ou anticommuniste en Moldavie à cette époque. Dans la vision de ce même chercheur, les efforts de

l'intellectualité moldave ont été orientés vers la constitution du « communisme national »<sup>18</sup>.

Ceux qui s'opposent, au début des années 1960, au « moldovénisme » créé dans la République Autonome Soviétique Socialiste Moldave<sup>19</sup>, sont des personnes influentes, des communistes aux grands mérites face à l'URSS : E. Bucov, ancien illégaliste et vice-Président du Conseil des Ministres, A. Lupan, ancien illégaliste, Président de l'Union des Ecrivains de la RSSM, aussi que les anciens soldats de l'armée soviétique pendant la deuxième guerre mondiale V. Coroban, G. Bogaci, V. Comarnițchi<sup>20</sup>. Ces intellectuels, membres de l'élite communiste de la République soviétique de Moldavie, se sont réunis autour d'un programme nationalisant, qui créait de l'angoisse plutôt aux leaders du Parti Communiste de la RSSM qu'aux autorités centrales du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS).

C'est avec le soutien de Moscou que se sont réunis à Chișinău, le 19-21 juin 1961, les romanistes pour discuter entre autres le problème de l'unité du « moldave » avec le roumain et de l'adoption de l'alphabet latin pour la « langue moldave ». À la proposition d'introduire dans la résolution de la conférence la question de l'« unité de la langue moldave avec le roumain », le linguiste russe Boudagov a répondu que « la question a été à peine atteinte, sans être discutée à fond. Il n'est pas de notre compétence de résoudre un problème aussi important. C'est une question qui implique trop de responsabilité et il ne serait pas sérieux la résoudre maintenant »<sup>21</sup>. Comme le disait un autre participant à cette conférence, D. Mikhaltchi, « du point de vue politique, la langue moldave existe, alors que du point de vue linguistique c'est un non-sens »<sup>22</sup>.

Sans nier l'existence de la langue moldave, les intellectuels de la République ont continué à agir pour l'évolution de la langue nationale de la population titulaire et son adaptation aux normes lexicales et grammaticales de la langue roumaine. Le problème de l'écriture de la « langue moldave » a été remis en question en octobre 1965 au Congrès de l'Union des écrivains de la RSSM, quand certains membres de cette organisation se sont montrés favorables à l'adoption de l'alphabet latin. La nouvelle orthographe, adoptée en 1967, a constitué un pas important vers l'identification du moldave au roumain.

Le politologue Iulian Frunțașu signale l'existence, dans les années 1960-1980, d'une « opposition autorisée »<sup>23</sup>, tolérée par le régime soviétique<sup>24</sup>. Moscou voyait souvent dans les intellectuels « nationaux communistes » une force de contrepoids à l'élite communiste moldave



accédée au pouvoir. Par contre, les dirigeants communistes locaux se sentaient menacés par l'élite intellectuelle, dotée d'une forte capacité de légitimation et bénéficiant du soutien de la population titulaire de la République. Les leaders du PCRM exagéraient l'importance de l'élément nationaliste de l'opposition. Ils recoururent aux autorités centrales pour annihiler ces tendances. Dans ce sens, on trouve représentatif le cas de Ion Druță, l'écrivain moldave expulsé de la République par Ivan Bodiul, le premier secrétaire du Parti communiste de la RSSM. Pendant l'« exil moscovite », Ion Druță est devenu l'un des écrivains « représentatifs » de l'URSS. Ses livres ont été traduits et publiés en gros tirages, ses pièces de théâtre ont été montées même à Paris<sup>25</sup>.

De cette manière, le système totalitaire cherchait à tenir l'opposition sous contrôle, car il la trouvait nécessaire pour dégager les pressions qui s'accumulaient dans la société. On ne peut pas négliger le rôle que cette « opposition autorisée » a eu dans le processus de formation de la « contre-élite »<sup>26</sup>, processus intensifié dans les années 1980. Le caractère enfermé de l'élite soviétique avait réduit, d'une part, ses chances de perpétuation et, d'autre part, avait renforcé les possibles motifs d'une révolte générale<sup>27</sup>. L'ancienne élite, repliée sur soi-même, puisqu'elle perdit la capacité de diriger effectivement l'Etat, a dû subir un changement. Une élite renouvelée commence à s'affirmer. Une grande partie de celle-ci est constituée des membres du PCUS, qui se sont opposés à la majorité conservatrice du parti. La nouvelle élite a été aussi bien rejointe par des personnes qui n'ont pas tardé de renoncer à leur affiliation au parti communiste et d'adhérer aux nouvelles structures politiques issues des mouvements informels<sup>28</sup>.

Les années de *perestroïka* ont rajeuni et protégé en même temps la nomenclature de la RSSM. Dans ce sens, la proclamation de l'indépendance de la République de Moldavie, en août 1991, n'a pas marqué une rupture tranchante avec le passé. L'élite politique et administrative de l'époque soviétique se perpétue dans la période suivante, surtout au niveau local<sup>29</sup>.

Charles King qui a fait une analyse du « langage de la politique et de la politique du langage »<sup>30</sup> de la Moldavie des années 1985-1991, a souligné l'incapacité du PC de la RSSM de trouver une solution adéquate aux problèmes linguistiques de la République. En effet, le problème de la langue nationale a été le seul qui ait pu mettre d'accord les nouveaux politiciens et les intellectuels de la Moldavie. Les écrivains, les artistes et les historiens moldaves entendaient par la remise en droits de la langue

nationale la renaissance de la culture nationale moldave, voir roumaine, commencée par eux dès les années -1960, tandis que pour l'élite politique rajeunie c'était plutôt une modalité d'affirmer son pouvoir contre le centre soviétique, aussi bien que contre les dirigeants du parti communiste local russifié. Le mouvement national était pour eux une voie pour extraire le plus de concessions de la part du centre et pour évincer les dirigeants brejnéviens du PC de la RSSM<sup>31</sup>.

Les nouvelles lois linguistiques ont constitué la première étape de la démission du Parti Communiste de la République. En adoptant ses lois en dépit de l'opposition du Parti Communiste de la RSSM, le Soviet Suprême de la Moldavie a affirmé son pouvoir législatif.

Une fois la législation linguistique adoptée, des failles apparaissent au sein du mouvement national moldave. Lors de son deuxième congrès (juin 1990), le Front Populaire de Moldavie a déclaré son opposition envers le gouvernement<sup>32</sup>. Les frontistes ont reproché aux gouvernants d'avoir empêché la sortie de la Moldavie de l'Union Soviétique. Ils ont déclaré aussi leur option d'adhérer à la Roumanie. La résolution de ce congrès « Sur la remise en droits de l'ethnonyme *peuple roumain* et du glottonyme *langue roumaine* » exigeait de la part du parlement moldave de faire les amendements de rigueur dans le contenu de la Loi sur le fonctionnement des langues sur le territoire de la République<sup>33</sup>.

## **La République de Moldavie en quête d'une identité**

L'adoption de la législation linguistique a suscité de forts mouvements de protestation de la part des minorités linguistiques de la République de Moldavie. La crainte d'une éventuelle « roumanisation » de la Moldavie a généré, en 1989, une violente opposition de la part des minorités russophones<sup>34</sup> et turcophones<sup>35</sup>. Ils ont agi, au moins dans le premier temps, pour le maintien de l'URSS et pour la conservation du statut de langue officielle à la langue russe<sup>36</sup>.

Les tensions ont augmenté au moment de la proclamation de souveraineté par la République de Moldavie (20 juillet 1990). La Transnistrie et la Gagaouzie proclamèrent, à quelques jours d'intervalle (16 et 22 août 1990), leur propre souveraineté, sans reconnaître plus désormais le pouvoir de Chişinău<sup>37</sup>. Malgré les propositions de M. Snegur, le président de la Moldavie, d'accorder aux Gagaouzes un statut de « département national » et à la Transnistrie celui de « zone économique

franche dotée d'une autonomie administrative », le conflit n'a pas cessé de s'aggraver. La guerre de Transnistrie, tout comme les escarmouches périodiques avec les Gagaouzes, ont créé un climat de méfiance et ont conduit à des pertes humaines et matérielles significatives. Toutefois, à partir de ce moment, les dirigeants moldaves ont oeuvré pour apaiser les Gagaouzes et les Transnistriens en insistant sur la nature civique de l'Etat moldave<sup>38</sup>.

Un moment significatif dans ce nouveau processus de la construction étatique a été l'organisation du congrès *Casa noastră – Republica Moldova* (Notre maison – la République de Moldavie) organisé par le Parti Démocrate Agraire de la Moldavie (PDAM) dans sa campagne électorale de 1994. Le Président de la République Mircea Snegur, dans son discours prononcé à ce congrès, a nié la possibilité de l'union politique avec la Roumanie, mais il a parlé d'un air approbateur de l'héritage roumain de l'Etat moldave et de la nécessité d'une intégration économique et culturelle plus proche avec Bucarest.

Mircea Snegur a dénoncé le panroumanisme comme une « trahison » et a accusé les écrivains et les historiens moldaves de leur doute en ce qui concerne la « légitimité et le fondement historique de notre droit d'être Etat, de nous nommer peuple moldave »<sup>39</sup>. Le discours de M. Snegur a été à son tour immédiatement condamné par les intellectuels de République. Les représentants de l'Union des écrivains, de l'Institut de Linguistique et de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences, de l'Université d'Etat de Moldavie se sont prononcés contre la tentative d'approuver une invention du régime communiste.

En 1994, le nouveau gouvernement moldave change le cadre politique et juridique du pays. Le 27 juillet 1994, une nouvelle Constitution est adoptée, dont l'article 13 reconnaît « la langue moldave » comme la langue officielle de la République. Cet article constitutionnel a provoqué d'importants mouvements sociaux de la population roumanophone du pays. Des manifestations des étudiants qui revendiquaient la suppression du glottonyme « moldave » et son remplacement avec « roumain » dans la Constitution de la République ont eu lieu à Chişinău.

Le président Mircea Snegur a soutenu les étudiants devant le Parlement. Le législatif moldave a demandé l'avis de l'Académie des Sciences de la République sur la notion « langue moldave ». Lors de la réunion élargie du Présidium de l'ASM, ses membres ont soutenu que l'article 13 de la Constitution doit être revu « en conformité avec la

vérité scientifique» et formulé de la manière suivante : « La langue d'Etat (officielle) de la République de Moldavie est le roumain ». L'initiative législative du président sur le nom correct de la langue officielle de l'Etat a provoqué une réaction hostile de la part de la majorité parlementaire, qui a rejeté la proposition de modifier la Constitution du pays<sup>40</sup>.

Contestés par l'intellectualité du pays, les dirigeants moldaves ont cherché une source de légitimation, en abordant le maître spirituel des années de perestroïka, Ion Druță<sup>41</sup>. Cet écrivain, qui a été d'ailleurs l'un des participants du congrès *Casa noastră – Republica Moldova*, a été invité par Petru Lucinschi, le Président du Parlement moldave, à participer aux débats sur le nom correct de la langue parlée par la population majoritaire du pays. Ion Druță répond à cet appel en publiant l'article *Răscrucea celor proști* (« Le carrefour des sots »). Druță affirme que le vrai nom de la langue est « le roumain, bien sûr », en autorisant en même temps l'utilisation du terme de « langue moldave » ou bien de « langue maternelle » : « Si vous ne voulez pas lui dire roumain, dites-lui moldave, et si vous ne voulez pas lui dire moldave, dites-lui langue maternelle... »<sup>42</sup>.

Cette ambiguïté, promue par Ion Druță est marquante quand il s'agit de l'identification de la population majoritaire du pays. Une analyse du vocabulaire utilisé par Ion Druță dans ses textes de publiciste pour désigner cette identité montre comment a changé, au cours des années, la signification des mêmes termes utilisés par l'écrivain dans ses discours<sup>43</sup>.

Il s'agit d'abord d'un des termes les plus ambigus exploités par Ion Druță, *neamul nostru* « notre peuple ». Dans une première étape (1987-1994), *neamul nostru* signifiait aussi bien *neamul românesc* (le peuple roumain) que *neamul moldovenesc* (le peuple moldave), qui a traversé ensuite une période transitoire (1994-2001), lorsqu'il est devenu « plutôt le peuple moldave », pour se séparer définitivement de l'idée de roumanité après 2001, en désignant une identité moldave distincte<sup>44</sup>.

En effet, ces trois périodes correspondent avec les changements politiques du pays et les projets nationaux envisagés par ses dirigeants<sup>45</sup>. Il sera utile d'examiner dans le même contexte l'évolution d'un personnage symbolique de Druță, qui est assez lié à l'idée de *neamul nostru*. Il s'agit de *Badea Mior*, la personnification du poète anonyme, dont l'image est ressortie par l'écrivain du mythe de *Miorița*.

Lors de sa première apparition, *Badea Mior* est comparé à un apôtre « qui nous a guidés dans le calvaire interminable de notre existence » et

qui « a contribué le plus à la formulation de notre identité nationale » (sans la nommer dans le texte). Ecrit dans un style « évasif par excellence », l'article *Casă pentru Badea Mior* (1987) de Druță culminait par l'appel à l'union adressé par l'écrivain au peuple entier.

Dix ans plus tard, l'identité de *Badea Mior* devient plus claire. Cette fois, *Miorița* est déclarée « un évangile des Moldaves », tandis que le petit berger, qui « répète les peines du Rédempteur » devient l'image généralisante des Moldaves<sup>46</sup>. A cette époque, où Druță s'est déjà pleinement impliqué dans l'œuvre de la construction de la nation moldave, il lance l'idée de la construction d'un monument national « La maison de *Badea Mior* »<sup>47</sup>. Ce projet a été vivement soutenu par les dirigeants du Parti Démocrate Agraire de Moldavie, le parti de gouvernement à ce temps-là, mais il reste inachevé jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Parti des Communistes, plus intéressé à la création d'une nouvelle mythologie nationale.

En 2001, Ion Druță revient à l'image de *Badea Mior*, devenu déjà un « fétiche » pour « notre peuple » : « *Badea Mior* est une pierre de frontière, et si on la passe, on va s'éteindre comme peuple »<sup>48</sup>. Grâce à la gouvernance communiste, il est devenu, en 2004, « monument national, un symbole du peuple moldave »<sup>49</sup>. Ce monument a provoqué beaucoup de débats dans la société moldave. L'idée de Druță a été vivement critiquée par l'intellectualité, qui n'a pas agréé ni le symbole de *Badea Mior*, ni sa réalisation architecturale<sup>50</sup>, qualifiée par les spécialistes comme « un échantillon de subculture et de primitivisme »<sup>51</sup>.

Il est important de souligner que la construction de ce monument, effectuée sous le patronat du parlement moldave, a coïncidé avec l'édification d'autres deux complexes architecturaux, le *Monastère Căpriana* et *Capul de Pod Șerpeni*. Si *Capul de Pod Șerpeni*<sup>52</sup> a eu comme but d'évoquer la mémoire collective plus récente, celle de la période soviétique, le *Monastère Căpriana* et *Badea Mior* vont plus loin, pour soutenir l'idée de la *statalitate*<sup>53</sup> et de l'identité moldave. Le culte du *Monastère Căpriana*, entretenu par les dirigeants moldaves, est en effet la projection symbolique de l'importance de la mémoire de Etienne le Grand pour l'idée de la *statalitate* moldave contemporaine, c'est « une preuve matérielle de l'esprit du Grand voïvode dans cette contrée »<sup>54</sup>. *Badea Mior* devait « éterniser dans le temps et l'espace l'image de l'auteur anonyme des chants et des balades populaires », « l'image morale, spirituelle des générations de gens qui ont vécu, travaillé et créé avant nous »<sup>55</sup>.

Le premier hommage rendu à Badea Mior, qualifié par Druță de « patriarche de notre culture et littérature », en novembre 2004, s'est résumé au lancement d'une nouvelle édition du roman *Povara bunătății noastre*, suivie d'un récital qui contenait des fragments de l'oeuvre de Ion Druță. Les exégètes littéraires Haralambie Corbu, Mihai Dolgan et l'écrivain Dumitru Matcovschi<sup>56</sup> ont parlé aussi de l'oeuvre littéraire du « maître » Druță<sup>57</sup>. Cet événement nous a fait penser à une sorte d'identification de l'écrivain avec son personnage, et l'appropriation par celui-là du rôle de patriarche de la culture et de la littérature moldaves. On pourrait peut être trouver une explication logique d'une telle évolution dans les constatations de l'écrivain Constantin Cheianu :

Venus dans la culture de nulle part et formés par un régime, dont la raison de l'existence se fondait sur la discontinuité, sur la négation d'une continuité politique, économique et culturelle, ceux qui se sont assumés le statut d'intellectuels dans l'ex-RSSM se sont affirmés dans l'idée qu'eux-mêmes sont des « créateurs de tradition »<sup>58</sup>.

Dans la même logique pourrait s'inscrire la collaboration de l'écrivain issu du régime soviétique avec le pouvoir politique actuel, créateur lui-même d'un nouvel Etat :

Par une sorte de parallélisme historique, nos politiciens sont venus à leur tour de nulle part, en étant donc un produit du grand Etat soviétique totalitaire. Une fois celui-ci tombé, ils se sont arrogé la posture de « créateurs » d'un nouvel Etat, la République de Moldavie<sup>59</sup>.

Le nouvel emploi de Ion Druță a produit un changement d'attitude de la part de l'intellectualité moldave. En 1997, Druță s'est lancé dans un conflit ouvert avec l'Union des Ecrivains de Moldavie, qu'il a déclarée le « fief du nationalisme roumain »<sup>60</sup>, en lançant l'initiative de la fondation d'une union d'alternative, l'Union des Ecrivains Chrétiens. Le motif principal de la parution d'un tel projet est le fait que l'Union des Ecrivains de Moldavie se soit fortement opposée à la proposition du Président de la République d'installer le buste de Andrei Lupan<sup>61</sup>, l'un des principaux exposants de la littérature soviétique moldave, dans l'Allée des classiques de la littérature roumaine de Chișinău.

Conçue en 1958 comme une Allée des écrivains classiques moldaves, ce monument incluait les bustes des écrivains du XVI<sup>ème</sup> – début du

XX<sup>ème</sup> siècles qui ont été appropriés par la littérature moldave et dont l'œuvre était étudiée à l'école à l'époque soviétique. Après 1989, l'Allée des classiques est complétée avec les bustes des écrivains roumains du XX<sup>ème</sup> siècle T. Arghezi, L. Blaga, G. Călinescu, G. Coșbuc, M. Eliade, O. Goga, M. Sadoveanu, N. Stănescu, G. Bacovia. La plupart de ces bustes ont été installés successivement le 31 août, le jour de la fête nationale *Limba noastră* (Notre Langue)<sup>62</sup>.

Dès l'arrivée au pouvoir du Parti des Communistes, la fête nationale *Limba noastră* n'a plus la même envergure qu'autrefois. Les dirigeants de la République manquent la journée de la langue roumaine, sans oser à l'effacer du calendrier officiel<sup>63</sup>. Dans la capitale moldave, c'est la mairie qui s'est engagée de ne pas laisser inaperçue cette fête déclarée nationale. Mais les fonctionnaires de la mairie n'ont pas réussi à réhabiliter la tradition d'inaugurer de nouveaux bustes dans l'Allée des classiques de Chișinău<sup>64</sup>.

Si les écrivains voient leurs précurseurs parmi les classiques de la littérature roumaine dans son intégrité, les dirigeants communistes du pays se limitent à la Principauté de Moldavie. Ils cherchent les « racines de la nation » dans l'histoire de cette province historique, en explorant l'idée que « l'apparition sur la carte de l'Europe et l'affirmation politique de notre Etat est due dans une grande mesure aux précurseurs : Bogdan I, Petru I Mușat, Alexandre le Bon, Etienne le Grand et Saint, Bogdan III, Petru Rareș, Alexandre Lăpușneanu, Ion Vodă cel Cumplit, Vasile Lupu, Dimitrie Cantemir »<sup>65</sup>. Les bustes de toutes ces « personnalités historiques marquantes, qui n'ont rien épargné pour l'édification et la surveillance de l'Etat » ont constitué l'Allée des Voïvodes du Pays de Moldavie. Cette allée « nous rappellera toujours les racines de notre Nation, la liaison indissoluble entre le passé et le présent, en constituant aussi une valeur essentielle pour l'éducation des jeunes générations » a mentionné le Président de la République Vladimir Voronin dans son discours inaugural<sup>66</sup>.

La République de Moldavie est vue par les dirigeants communistes comme l'héritière de la Principauté de Moldavie, car elle a gardé son nom, sa langue et son peuple :

Par toute son activité, Etienne le Grand a consolidé la *statalitate* moldave. L'histoire a récompensé Etienne le Grand par le fait d'avoir gardé son pays, d'avoir gardé le nom, la langue et le peuple de son pays. Et au bout de 500 ans sur les cartes de l'Europe continue de figurer l'Etat de Moldavie.<sup>67</sup>

## La littérature de la Bessarabie : quelle identité ?

À la sortie de la période de perestroïka, les écrivains de la République de Moldavie, retrouvés à la périphérie de la vie politique du pays, ont déclaré leur appartenance à la langue et à la culture roumaine. Ils ont donné essor à un difficile processus d' « intégration littéraire »<sup>68</sup> :

Le terme « intégration culturelle/littéraire » provient de la sphère du politique et est apparu comme une sorte de... « consolation »/palliatif après le lamentable échec de la réintégration du Pays et de la Nation Roumaine (au début des années 1990 du siècle dernier). « L'unité culturelle/littéraire et spirituelle » serait le terme le plus adéquat dans notre situation. Non pas « il serait », mais « il est » ! C'est parce qu'il a à la base l'unité de la langue, alors que la littérature est la fleur et le fruit de la langue...<sup>69</sup>

(Vladimir Beșleagă, écrivain, Chișinău)

Il est important de faire attention au terme de « Pays », fréquemment utilisé par les écrivains de la République de Moldavie pour désigner la Roumanie. Quant au nom du « deuxième Etat roumain »<sup>70</sup>, les écrivains préfèrent le terme de « Bessarabie » à celui de « Moldavie », car ce dernier signifie pour eux plutôt la Principauté de Moldavie<sup>71</sup>.

Le terme de nation roumaine, on le verra, renvoie à la définition allemande, selon laquelle la nation est une communauté culturelle, qui ne coïncide pas avec les frontières du pays<sup>72</sup>. Ainsi, les frontières spirituelles de la nation roumaine correspondent avec celles de la langue roumaine, dont la capitale est Bucarest :

J'aime la question qui spécifie l'existence de « deux États roumains » : c'est une réalité « historique » territoriale, politique et économique, c'est vrai. Tandis que selon la mentalité des écrivains roumains, la Bessarabie n'est pas un Etat, mais une province. D'autant plus qu'on parle des frontières spirituelles de la langue roumaine, de la littérature écrite dans cette langue. Bon gré, mal gré, la capitale de cette langue est Bucarest. Plus exactement, Chișinău n'est pas un centre de la langue roumaine, en aucun cas (ou éventuellement de la langue moldave, conformément aux préceptes locaux communistes et post-communistes d'hier et d'aujourd'hui) : donc il est difficile de prouver l'existence de ces deux Etats roumains au niveau de la littérature. A-t-on donc deux littératures roumaines<sup>73</sup> ?

(Liviu Ioan Stoiciu, écrivain,  
rédacteur en chef de la revue *Viața Românească*, Bucarest)



C'est pourquoi les écrivains perçoivent la langue roumaine comme le facteur le plus important de l'intégration à la littérature roumaine :

L'acte de l'intégration suppose un examen esthétique, que doivent passer tous les écrivains bessarabiens indifféremment d'âge et de valeur, parce que les temps de la stylisation ont passé et nous nous intégrons dans la culture roumaine dans la mesure où on écrit bien en roumain. C'est une condition *sine qua non*, après la satisfaction de cette exigence première et élémentaire sera appliqué le critère de la valeur<sup>74</sup>.

(Mihai Cimpoi, académicien,  
président de l'Union des Écrivains de Moldova)

Mais, pour « écrire bien en roumain », les écrivains de la République de Moldavie ont dû dépasser « la schizophrénie linguistique » qui les a marqués pendant la période soviétique. L'écrivain Constantin Cheianu témoigne, dans l'enquête « La culture russe en Bessarabie: un atout ou un handicap ? »,<sup>75</sup> qu'il s'est rendu compte d'avoir la tendance d'imiter le modèle russe en utilisant « la langue moldave », qu'il avait « assimilée à travers les « œuvres » des écrivains soviétiques moldaves », « avec ses archaïsmes assidus et les calques du russe ». C'est pourquoi, l'« intégration » à la langue roumaine a imposé un travail sérieux de la part des écrivains :

Le pas suivant que j'ai fait a été de lire les auteurs russes en traduction roumaine, et les écrivains roumains en version russe. Et pour que les choses se compliquent définitivement, j'ai eu recours à la lecture parallèle, en russe et en roumain, du même écrivain occidental. Probablement, mes collègues ont eu plus de raison quand eux, pour dépasser la « schizophrénie linguistique » propre à l'intellectuel bessarabien, se sont proposé d'une façon programmatique de ne plus rien lire en russe<sup>76</sup>.

(Constantin Cheianu, écrivain, Chişinău)

En oeuvrant pour dépasser leur « handicap linguistique »,<sup>77</sup> les écrivains de la République de Moldavie se déclarent artisans de la littérature roumaine et refusent d'être catalogués comme « écrivains bessarabiens » :

Je suis, si je suis et autant que je suis, un écrivain roumain—; la Bessarabie ou le Nord de la Bucovine n'est que mon adresse de résidence et pas du tout l'enseigne de ma création. Nous voulons être libres dans la langue roumaine. Pour l'écrivain de Bessarabie il est préférable de ne pas être publié que d'être étiqueté comme « écrivain bessarabien », surtout quand

dans le subsidiaire de cette formule on lit l'appel de lui pardonner un certain handicap linguistique ou stylistique. Ceux confrontés aux handicaps linguistiques, qu'ils habitent n'importe où, n'ont rien à voir avec la littérature<sup>78</sup>.

(Arcadie Suceveanu, écrivain, Chişinău)

C'est pourquoi ils refusent « la double mesure »<sup>79</sup> dans les critères de l'évaluation esthétique de la production littéraire bessarabienne, « faite pour protéger certaines sensibilités et la stratégie du rapprochement » :

Le fait d'écrire en roumain en Bessarabie ne devrait plus être vu comme un acte d'héroïsme, insoumis au classement. Il est temps que l'écrivain d'ici soit conscient qu'il est d'abord Roumain, et puis Bessarabien, qu'il fait partie de la littérature roumaine et qu'il doit être jugé avec les mêmes outils critériologiques. En acceptant la « double mesure » (qui persiste encore, malheureusement), nous allons continuer à vivre le sentiment d'être la cinquième roue du carrosse<sup>80</sup>.

(Lucia Țurcanu, écrivain, Bălți)

La primauté des critères esthétiques est soutenue aussi par l'écrivain Liviu Ioan Stoiciu, car il n'y a pas de « structures officielles », qui discutent ce qu'il y a à intégrer dans la littérature roumaine. Ce sont les écrivains eux-mêmes, qui se rassemblent sur les divers paliers de la langue roumaine, selon « la diversification de l'offre et de la réception critique ». C'est la logique selon laquelle se sont synchronisés, dans le premier « circuit » de l'intégration, dite « officielle », les « poètes patriotards » de l'époque des « ponts de fleurs »<sup>81</sup>. Cette intégration, plutôt « déclarative, festive », marquée parfois par un enthousiasme sincère, mais aussi par un excès de démagogie, a été suivie par le deuxième circuit, plus pragmatique, des écrivains post-modernes<sup>82</sup>. Il s'agit des représentants de la génération littéraire des années 1980 de la Bessarabie, qui a suscité le plus d'intérêt à l'Ouest de Prut et qui s'est parfaitement intégrée dans le contexte culturel roumain. Il est à souligner que « leur trajectoire culturelle indique plutôt une *rupture* et non pas une continuité des traditions littéraires locales »<sup>83</sup>.

Par contre, pour les générations antérieures, qui se sont déjà affirmées dans le champ littéraire de la République de Moldavie, le processus d'intégration à la littérature roumaine a été beaucoup plus malaisé et parfois même inimaginable :

Face à un nouvel contexte de valeurs, celui roumain, qui impose des exigences accrues et un acerbe esprit compétitif, une partie des écrivains bessarabiens se sont sentis, brusquement, marginalisés et « minimalisés ». Leur statut a souffert des changements essentiels : d'écrivains dont l'« œuvre », figurait dans les collections, les séries et les anthologies les plus connues de la République de Moldavie et de l'ex-URSS, dans les manuels scolaires, ils sont devenus aujourd'hui « ordinaires », confrontés aux redoutes qu'ils doivent conquérir. Les autres, moins marqués de complexes, mais aussi emparés d'un degré supérieur de préparation, d'un autre langage, modern(isé), se sont synchronisés sans efforts particuliers, s'intégrant naturellement au circuit des revues et des éditions de Roumanie<sup>84</sup>.

(Arcadie Suceveanu, écrivain, Chişinău,  
vice-président de l'Union des Écrivains de Moldavie)

Ainsi, seulement les noms de quatre ou cinq écrivains de la République de Moldavie ont été inclus dans les histoires littéraires de Roumanie. Le processus d'intégration, affirme Arcadie Suceveanu, le vice-président de l'Union des Écrivains de la Moldavie, a connu plutôt le vecteur orienté de la « périphérie » vers le centre. Ce sont les écrivains bessarabiens qui, désireux d'être publiés et connus dans le Pays, ont abordé les revues et les maisons d'édition, et ont réussi à faire éditer leurs livres, à pénétrer dans les almanachs, à voir leurs écrits publiés et commentés dans toutes les pages de nombreuses revues littéraires. Par contre, le « centre », « plus blasé et orgueilleux, ne s'est pas dépêché à connaître la 'périphérie' dans toute sa complexité, pour discerner attentivement et 'adopter' les valeurs de celle-ci »<sup>85</sup>.

Les « soixantistes » ont été les premiers écrivains moldaves qui ont réussi à franchir, par leurs écrits, les frontières de la littérature roumaine après l'effondrement de l'URSS. On pourrait l'expliquer par leur statut d'écrivains officiels, qui souvent ont cherché à rejoindre leurs homologues à l'Ouest de Prut. Mais le fait d'être « reconnu » par le « centre » n'est pas accepté par tous les écrivains de la République de Moldavie, comme c'est le cas de Ion Druţă, qui vit, d'après le journaliste Vitalie Ciobanu, le drame de l'« écrivain inadapté au commandement de l'intégration à la culture roumaine », malgré le fait que « son oeuvre s'est assurée une place dans l'histoire réintégré de notre littérature, mais surtout dans la spiritualité roumaine »<sup>86</sup>.

L'identité roumaine appropriée par les écrivains de la République de Moldavie n'est pas agréée par les dirigeants communistes du pays. Ils

ont cherché à créer une alternative à l'Union des Ecrivains de Moldavie, qualifiée par le président de la République Vladimir Voronin comme « parti politique extrémiste »<sup>87</sup>. Une nouvelle Union des Ecrivains *Nistru* est instituée en novembre 2003 à Chişinău. En effet, cette union « alternative » correspond au projet de la construction étatique moldave, en se constituant de deux parties, moldave et russophone, auxquelles s'est associée l'Union des écrivains gagaouzes<sup>88</sup>. L'Union des écrivains *Nistru* a fondé, avec un soutien de la part de l'Etat, sa propre publication, *Nistru/Dniestr*, qui apparaît dans une variante bilingue, roumain (dite « moldave ») et russe.

Le président Vladimir Voronin, qui a participé à la Conférence d'inauguration de l'Union des Ecrivains *Nistru* a reproché aux écrivains de la République le fait que « le futur de notre société, de notre peuple, de notre Etat est un point d'interrogation pour eux depuis dix ans déjà »<sup>89</sup>. Il a rappelé aux écrivains le fait que « la Moldavie a été et reste toujours notre Patrie et le devoir de l'écrivain et de ne pas trahir ses racines, ses ancêtres, sa langue ».

Vladimir Voronin a affirmé que la littérature ne peut pas être enfermée par les frontières de l'Etat, en acceptant même l'idée de la constitution d'un « espace littéraire commun » avec la Roumanie. Pourtant le président de la République a contesté la catégorisation de « provinciale » de la littérature de la République de Moldavie, en insistant sur son originalité et unicité. Vladimir Voronin s'est prononcé pour « le pluralisme d'opinions et de cultures » et a souligné le caractère plurilingue de la littérature moldave :

Les écrivains sont appelés à unir les peuples, non à les soumettre l'un à l'autre. C'est pourquoi la littérature moldave de la période contemporaine, écrite en plusieurs langues, constitue un pont unique vers les autres cultures, en devenant particulièrement proche de plusieurs peuples du monde<sup>90</sup>.

L'image de la littérature moldave présentée par le président du pays correspond à l'idée du « peuple multiethnique, multiculturel et multilingue » de Moldavie, consacré par La Conception de la Politique nationale de la République de Moldavie.

## La Conception de la politique nationale – un document controversé

La Conception de la Politique nationale de la République de Moldavie<sup>91</sup> déclare les Moldaves – « la nation fondatrice de l'Etat », tandis que « le peuple de Moldavie » intègre, à part les Moldaves, les « représentants d'autres ethnies » : Ukrainiens, Russes, Gagaouzes, Bulgares, Juifs, Roumains, Biélorusses, Tsiganes (Romes), Polonais et autres.

La minorisation des Roumains par la différenciation avec les Moldaves, aussi que la déclaration du russe comme « langue de communication interethnique » et l'exaltation du bilinguisme russe-moldave et moldave-russe, « établi historiquement », ont eu une réaction réprobatrice de la part de l'intellectualité roumanophone du pays :

Décréter par ukase quelle identité les Moldaves doivent avoir, quelle langue ils doivent parler entre eux et utiliser dans la communication avec les autres ethnies, imposer les normes de conduite sous la menace de la « neutralisation juridique et politique », signifie un abus qui sent la dictature, et la continuation de l'offensive soviétique de lobotomisation idéologique d'un peuple.<sup>92</sup>

L'analyste Vitalie Catană a signalé les graves erreurs de la terminologie utilisée par ce document, qui confère à la langue d'une minorité le rôle de « langue de communication interethnique », tandis que cette fonction doit être remplie par la langue officielle de l'Etat<sup>93</sup>.

Le critique littéraire Mihai Cimpoi a reproché à cette Conception d'ignorer « la vérité historique », d'ignorer l'avis des intellectuels et de ne pas respecter « les droits fondamentaux et les principes démocratiques internationaux reconnus sur le plan européen et international »<sup>94</sup>. L'exégète catégorise de totalitaire ce document, qui promeut « la neutralisation juridique et politique des tentatives incessantes de dé-moldovénisation, de réfutation de l'existence de la nation moldave et de la *statalitate* moldave, du refus de l'ethnonyme 'moldaves' et du glottonyme 'langue moldave' »<sup>95</sup>.

L'idée de la « continuité » de l'Etat moldave, déclarée par La Conception de la politique nationale comme « la continuation politique juridique du processus multiséculaire de *statalitate* continue du peuple moldave »<sup>96</sup>, a été contestée par les intellectuels de la République<sup>97</sup>. Le

journaliste Vitalie Ciobanu la déclare « grave erreur d'interprétation juridique : ce rôle l'a eu intégralement la Principauté de Moldavie, qui a été transféré, après l'union du 1859 avec la Munténie, au nouvel Etat, la Roumanie »<sup>98</sup>.

En effet, la Conception de la politique nationale de la République de Moldavie, tout en gardant les thèses de la politique nationale soviétique sur l'existence de deux langues et, respectivement, de deux nations, fait recours aux concepts d'inspiration européenne tels que « multiculturalisme » et « Etat polyethnique ».

Une stratégie comparable a été approuvée par la République autoproclamée de Transnistrie en août 2004, quand les autorités de l'Est de Dniestr ont refusé d'enregistrer les écoles de la région séparatiste qui étaient subordonnées au Ministère de l'Education moldave. Les dirigeants transnistriens font, eux aussi, une distinction entre le roumain et le « moldave », ayant comme critère de séparation la graphie latine qu'on utilise pour le premier, et la cyrillique pour le deuxième. Comme la région de Transnistrie n'a pas changé d'alphabet après 1989, elle est déclarée par les experts transnistriens « le seul territoire du monde, où les droits de la nation moldave sont protégés juridiquement et pratiquement », car « la nation moldave dans la République de Moldavie se trouve, en effet, dans un processus d'anéantissement »<sup>99</sup>.

Les Ministères des Affaires Etrangères et de l'Education de la Transnistrie ont émis une déclaration commune, qui constatait que « la langue moldave écrite aux caractères latins est le roumain ». C'est pourquoi ils sont prêts « à discuter les conditions du fonctionnement de six écoles roumaines qui se trouvent sur notre territoire avec les dirigeants de l'Etat qui est le porteur de cette langue d'enseignement, c'est-à-dire avec la Roumanie »<sup>100</sup>.

Le vice-ministre de l'éducation de la Transnistrie Valentina Guello a affirmé que la langue et la littérature roumaine<sup>101</sup>, aussi bien que l'histoire des Roumains<sup>102</sup>, enseignées aux élèves contribuent à la formation d'une échelle de valeurs d'un autre Etat, ce qui contrevient non seulement aux principes fondamentaux de l'éducation dans la République moldave transnistrienne, mais aussi à la Constitution de la République de Moldavie, qui a déclaré le moldave comme langue d'Etat<sup>103</sup>.

La Transnistrie, qui s'est déclaré « Etat polyethnique »<sup>104</sup>, accuse la République de Moldavie de promouvoir une politique éducationnelle fondée sur l'idée de la domination de la nation titulaire<sup>105</sup>. « On enseigne aux enfants l'histoire d'un troisième Etat – non pas de la Transnistrie, ni

de la Moldavie, mais de la Roumanie. Ils sont privés de la possibilité de connaître l'histoire de leur contrée.»<sup>106</sup>

Les affinités de la position transnistrienne en ce qui concerne les problèmes de l'enseignement de la langue et de l'histoire avec l'attitude du gouvernement moldave envers les écoles nationales ont été signalées par la presse moldave. Paradoxalement, dans la situation créée, les dirigeants de la République de Moldavie ont été obligés de défendre en Transnistrie ce qu'ils ont réfuté à Chişinău :

Est-ce que les gens de Voronin n'ont-ils pas non plus essayé de torpiller le système éducationnel de Moldavie par des tentatives de russification et dénationalisation de type stalinien, quand seulement les protestations énergiques de la part de la société civile et d'une grande partie de l'opposition, les ont obligés à se replier ? Voici que cette fois, bizarrement, les communistes se voient dans la situation, en tant que parti de gouvernement, de défendre en Transnistrie ce qu'ils ont essayé de détruire eux-mêmes il y a deux ans en Bessarabie<sup>107</sup>.

Le problème des « écoles qui utilisent la graphie latine »<sup>108</sup> de la Transnistrie a été résolu, avec l'implication des organismes internationaux. Tout de même, le problème identitaire reste toujours ouvert en Transnistrie aussi bien qu'en République de Moldavie, toutes les deux étant des constructions de la politique nationale soviétique et en gardant ses concepts.

### **La situation ethnolinguistique de la République de Moldavie**

Comment est-ce que se perçoivent les habitants de la République eux-mêmes, quelle identité se sont-ils appropriée ? On a cherché à répondre à ces questions à partir du sondage d'opinion publique *Ethnobaromètre*, effectué dans la République de Moldavie pendant la période décembre 2004 – janvier 2005, sur 5 échantillons : Moldaves/Roumains (822), Russes (412), Ukrainiens (413), Gagaouzes (472) et Bulgares (431)<sup>109</sup>.

La première question de l'*Ethnobaromètre* était la suivante : « Les gens considèrent que dans la République de Moldavie habitent plusieurs groupes ethniques (Moldaves, Russes, Ukrainiens, Gagaouzes, Bulgares etc.) Qu'est-ce qui vous vous considérez ? ». Les échantillons ont été constitués

en fonction de cette réponse. Les personnes qui se sont déclarés Roumains ont été réunies dans le même échantillon avec ceux qui se croient Moldaves<sup>110</sup>.

Quels sont les critères qui déterminent une personne à s'identifier comme membre d'une ethnie ou bien à identifier ses co-citoyens qui appartiennent aux autres groupes ethniques ? Pour avoir une réponse à cette question, les organisateurs du sondage ont proposé aux répondants de choisir « trois choses les plus importants pour que quelqu'un soit considéré Moldave/Russe/Ukrainien/Gagaouze/Bulgare/Roumain »<sup>111</sup>. Les représentants de tous les échantillons ont préféré les critères culturels, tels le lien de parenté, la langue commune, le respect pour les traditions, aussi bien que le fait de se sentir membre d'une ethnie.

### 1. Les éléments principaux utilisés pour l'identification

Groupe ethnique	Les éléments principaux utilisés pour l'autoidentification	Les éléments principaux utilisés pour l'hétéroidentification	Les éléments spécifiques
Moldaves/Roumains	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille - le respect pour les traditions	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille - le respect pour les traditions	*
Russes	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille - se sentir Russe	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille - se sentir Bulgare/Moldave/Roumain	hétéroidentification pour les Gagaouzes : - habiter en Gagaouzie
Ukrainiens	- le lien de parenté - la langue maternelle - se sentir Ukrainien	- le lien de parenté - la langue maternelle	hétéroidentification pour les Moldaves : Le respect pour les traditions



Gagaouzes	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille	hétéroidentification pour les Russes et pour les Ukrainiens : - la langue maternelle pour les Bulgares : - le respect pour les traditions
Bulgares	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille - se sentir Bulgare	- le lien de parenté - la langue parlée dans la famille - se sentir Bulgare	hétéroidentification pour les Russes, les Ukrainiens, les Gagaouzes : - le respect pour les traditions pour les Russes : - la langue maternelle

Source : *Etnobarometru*, L'Institut des Politiques Publiques, Chişinău 2005.

Les représentants de toutes les ethnies accordent une grande importance aux critères linguistiques comme éléments d'identification : la langue parlée dans la famille et la langue maternelle, dont la première a été privilégiée par la plupart des répondants. On peut observer, en analysant le tableau 2, que le fait de parler en famille une certaine langue est très important pour l'identification d'une personne, surtout chez les Moldaves/Roumains. Par exemple, 48% de Moldaves/Roumains considèrent que, pour être considéré Moldave, il faut parler dans la famille la langue moldave/roumaine, 40% de cet échantillon croient qu'il est nécessaire de parler en famille le roumain pour être catalogué comme Roumain.

## 2. La langue parlée dans la famille comme élément d'identification

	Moldave	Russe	Ukrainien	Gagaouze	Bulgare	Roumain
Moldave / Roumain	48%	38%	37%	37%	38%	40%
Russe	33%	38%	34%	35%	34%	31%
Ukrainien	25%	27%	29%	21%	22%	23%
Gagaouze	32%	33%	31%	38%	32%	28%
Bulgare	35%	37%	39%	41%	46%	40%

Seuls les Ukrainiens préfèrent la langue maternelle comme élément d'autoidentification, mais aussi d'hétéroidentification. Par exemple, 40% d'Ukrainiens considèrent qu'une personne dont la langue maternelle est l'ukrainien pourrait être identifiée comme Ukrainien (voir le tableau 3). On pourrait expliquer une telle situation par le degré le plus élevé de russification des Ukrainiens par rapport aux autres ethnies (voir les tableaux 4 et 6).

## 3. La langue maternelle comme élément d'identification

	Moldave	Russe	Ukrainien	Gagaouze	Bulgare	Roumain
Moldave / Roumain	21%	25%	24%	24%	24%	25%
Russe	29%	34%	28%	31%	32%	32%
Ukrainien	35%	37%	40%	32%	35%	36%
Gagaouze	25%	33%	34%	31%	30%	29%
Bulgare	25%	32%	30%	27%	32%	28%

On peut noter une identité civique mal développée des répondants. Les interviewés accordent moins d'importance aux critères tels que la citoyenneté, le lieu de naissance ou de la résidence ou bien « le respect pour le drapeau national ». La seule exception est le cas des Gagaouzes, qui ont une identité régionale plus développée : 33% des répondants de cet échantillon considèrent que le fait d'habiter dans l'unité territoriale administrative Gagaouze Yeri est une des trois choses importantes pour considérer quelqu'un Gagaouze. Cette opinion est partagée aussi par 32% de Russes. Pourtant, les Gagaouzes se sentent aussi bien des citoyens

de la République de Moldavie (46%), que des habitants de leur localité (43%)<sup>112</sup>.

La plupart des répondants s'identifient premièrement avec leur ethnie : 81% de Gagaouzes, 79% de Bulgares, 71% d'Ukrainiens, 58% de Russes. Les interviewés de l'échantillon Moldaves/Roumains ont du choisir entre l'identité moldave et roumaine, si bien que 81% d'entre eux se déclarent Moldaves et 14% se considèrent Roumains.

La seconde identification est la citoyenneté de la République de Moldavie : 68% Russes, 64% Ukrainiens, 57% Moldaves/Roumains, 55% Bulgares, 46% Gagaouzes. Il est surprenant de découvrir que la population majoritaire du pays s'identifie dans une moindre mesure à celui-ci. Cela peut être expliqué par un bas niveau de la culture politique des citoyens.

Les réalisateurs du sondage ont inclus dans un seul échantillon les répondants qui se perçoivent « Moldaves » et ceux qui se perçoivent « Roumains », s'est pourquoi il est difficile de juger quelle est la différence de perception de ces deux identités. Tout de même, certains traits spécifiques peuvent être perçus. Si on regarde l'autoidentification de cet échantillon, on peut observer la différence qui s'établit entre les Roumains et les Moldaves : les Moldaves sont plutôt « travailleurs » et « accueillants », tandis que les Roumains sont « civilisés » et « intelligents ». Cette perception est soutenue aussi par les représentants d'autres ethnies. Les Ukrainiens caractérisent les Roumains comme « civilisés » et « éduqués », tandis que les Moldaves sont pour eux « travailleurs » et « paisibles ». Par contre, les Roumains sont considérés « indifférents » et « paresseux » (les attributs négatifs choisis par les représentants de l'échantillon des Ukrainiens). Une autre opposition entre les Moldaves et les Roumains peut être observée en analysant les réponses données par les Gagaouzes. Pour eux aussi, les Roumains sont « civilisés », tandis que les Moldaves sont « arriérés ». En même temps, les Moldaves sont aussi « paisibles » et « gais » que les Russes, les Ukrainiens et les Bulgares. Les Roumains sont catalogués de « civilisés » aussi par les Russes, qui perçoivent les Moldaves comme des « paisibles » et « travailleurs », mais aussi comme des « arriérés ». Tous ces exemples nous font penser que dans la perception collective il existe une délimitation entre l'identité moldave et celle roumaine.

Ces observations confirment l'assertion selon laquelle « dans la République de Moldavie, ceux qui se considèrent Roumains se définissent par un degré supérieur d'éducation », si bien que « le terme 'Roumain' a avant tout une qualification culturelle »<sup>113</sup>.

Une autre différenciation intéressante dans le cadre de l'auto-identification des Moldaves/Roumains est le fait de percevoir les Roumains comme des « orgueilleux », et les Moldaves comme des « soumis ». Pour compléter ce tableau, il faut ajouter la perception des Russes par l'échantillon Moldaves/Roumains : ils sont considérés « agressifs ». D'ailleurs les Russes eux aussi caractérisent comme des « agressifs » tant les Moldaves que les Roumains. C'est encore une preuve des tensions qui persistent entre les Moldaves/Roumains et les Russes de la République de Moldavie.

L'opinion dominante des Moldaves/Roumains est que leurs relations avec les Russes se sont détériorées les 15 dernières années. Par contre, les Russes, les Ukrainiens, les Bulgares et les Gagaouzes croient que leurs relations avec les Moldaves/Roumains se sont plutôt améliorées.

L'anxiété des Moldaves/Roumains envers les autres groupes ethniques est la plus élevée. Environ 7% de cet échantillon considèrent que les Russes pourraient devenir une très grande menace pour le pays, pour les Moldaves ou pour leur famille, et autres 16% voient la possibilité d'un assez grand péril venu de la part des Russes<sup>14</sup>. Environ 2% de Moldaves déclarent qu'une très grande menace pourrait venir de la part des Gagaouzes et des Ukrainiens, 9% voient une menace assez grande qui pourrait venir de la part des Gagaouzes, et 8% - de la part des Ukrainiens.

Plus de 70% de Russes croient qu'il n'y a aucun péril qui viendrait de la part des Moldaves et qui pourrait menacer le pays, les Russes ou leur propre famille. L'attitude envers les Roumains est moins rassurante (60%). Par contre, quand il s'agit de la perception du péril venant de la part des Roumains, elle est plus élevée que pour les autres : 1% des Russes considèrent que les Roumains pourraient devenir très dangereux pour le pays, les Russes et leur propre famille, et environ 8% les considèrent assez dangereux.

La situation est similaire dans le cas des Bulgares, dont environ 60-70% ne manifestent aucune anxiété en ce qui concerne une possible menace de la part des Moldaves, Ukrainiens, Russes et Gagaouzes, tandis que leur sûreté diminue quand il s'agit de Roumains. Ainsi, pour les représentants de cette ethnie, les Roumains représentent le péril le plus important, suivi par les Moldaves et les Gagaouzes.

Il semble que l'identité roumaine est assez étrangère aux Gagaouzes. Plus de 50% d'entre eux ont choisi la variante « Je ne sais pas/Je ne réponds pas » comme réponse à la question sur les relations entre les

Gagaouzes et les Roumains. Seulement 33% des Gagaouzes déclarent qu'il y a des relations de collaboration entre les Gagaouzes et les Roumains de leur région, tandis que 41% disent qu'il n'y a aucune relation entre les Gagaouzes et les Roumains, car ils n'existent pas dans leur région. Par contre, 81% des Gagaouzes affirment que des relations de collaboration s'établissent entre les Gagaouzes et les Moldaves de leur région, et seulement 2% déclarent qu'il n'y pas des relations entre les Gagaouzes et les Moldaves, qui n'existent pas dans leur région<sup>115</sup>.

L'*Ethnobaromètre* ne fait pas une distinction entre la langue moldave et le roumain, ainsi qu'on ne peut pas voir quelle est la position des représentants de diverses ethnies quand il s'agit du dilemme du nom de la langue d'Etat<sup>116</sup>. Par contre, on a la possibilité d'esquisser la situation linguistique de la République.

Le russe est la langue la plus connue parmi les répondants<sup>117</sup>. Ainsi, 80% d'Ukrainiens déclarent qu'ils connaissent parfaitement le russe, les autres 14% - qu'ils le parlent très bien, et 4% - qu'ils arrivent à se faire comprendre en russe. Parmi les répondants bulgares et gagaouzes, 67% des Bulgares, respectivement 60% des Gagaouzes considèrent qu'ils connaissent parfaitement le russe, 23%, respectivement 29% disent qu'ils le parlent très bien, et 8% déclarent qu'ils réussissent à se faire comprendre. Le russe reste une langue accessible pour les Moldaves/Roumains, même si leur niveau de connaissance n'est pas si élevé : 27% maîtrisent parfaitement le russe, 35% le parlent très bien et 24% arrivent à se faire comprendre. 1% des Gagaouzes et 2% des Moldaves ont déclaré qu'ils ne savent aucun mot en russe. Environ 45% des Ukrainiens, des Bulgares et des Gagaouzes ont déclaré qu'ils parlent la langue russe à la maison.

Par contre, 33% des Gagaouzes, 14% des Bulgares, 5% des Russes et 4% des Ukrainiens disent qu'ils ne connaissent aucun mot de moldave, et encore 50% des Gagaouzes, 30% des Bulgares, 15% des Ukrainiens et 14% des Russes déclarent qu'ils ne savent aucun mot de roumain. Tout de même, la plupart des répondants : 85% des Moldaves/Roumains, 71% des Russes et des Ukrainiens, 61% des Bulgares, 56% des Gagaouzes affirme que tous les habitants de la République de Moldavie devraient connaître le moldave/roumain. Pour la nécessité de la maîtrise du russe par les citoyens du pays se sont prononcés 67% des Ukrainiens, 66% des Gagaouzes, 64% des Russes, 55% des Bulgares et 35% des Moldaves/Roumains.

Quand même, on observe que la langue russe est utilisée dans les familles des représentants des minorités ethniques plus souvent avec les enfants qu'elle en est parlée avec les parents ou les grands-parents<sup>118</sup>.

#### 4. L'utilisation de la langue russe dans la famille

	mère	père	grand-parents	enfants
Moldave / Roumain	3%	3%	2%	3%
Russe	69%	69%	51%	80%
Ukrainien	19%	18%	11%	41%
Gagaouze	11%	10%	7%	34%
Bulgare	16%	15%	12%	32%

Le pourcentage de ceux qui parlent le moldave/roumain en famille a connu une légère croissance, surtout parmi les Moldaves/Roumains (voir le tableau 5).

#### 5. L'utilisation de la langue moldave/roumaine dans la famille<sup>119</sup>

	mère	père	grands-parents	enfants
Moldave / Roumain	72 (11)%	69(11)%	59(10)%	76(12)%
Russe	6(1)%	5(1)%	5(1)%	5(2)%
Ukrainien	2(1)%	1(1)%	1(0)%	5(2)%
Gagaouze	0(0)%	0(0)%	1(0)%	0(0)%
Bulgare	4(0)%	4(0)%	3(0)%	6(0)%

On observe aussi un décroissement de l'utilisation de leur langue nationale dans les familles des minorités ethniques (voir le tableau 6). Exception faite par les Russes : 80% d'entre eux parlent la langue maternelle avec leurs enfants, tandis que 69% la parlent (ou l'ont parlée) avec leurs parents, et 51% - avec leurs grands-parents.

## 6. L'utilisation de la langue nationale dans les familles des minorités ethniques

Ethnie	mère	père	grands-parents	enfants
Russe	69%	69%	51%	80%
Ukrainien	58%	59%	57%	48%
Gagaouze	79%	78%	77%	61%
Bulgare	64%	65%	63%	50%

On a vu que pour la plupart des répondants la langue parlée dans la famille est un des critères déterminants pour l'identification ethnique d'une personne. Pourtant, les résultats du tableau précédent montrent que dans la réalité l'état des choses se présente d'une manière différente, car une grande partie de personnes qui se sont déclarées appartenant à une certaine ethnie ne parlent pas sa langue dans la famille. Par contre, quand il s'agit de la langue maternelle des répondants, la grande majorité est tentée de l'identifier avec son ethnie (voir le tableau 7).

## 7. La langue maternelle<sup>120</sup>

Ethnie	Moldave	Roumain	Russe	Ukrainien	Gagaouze	Bulgare	Autre	Nsp/Nrp
Moldave/Roumain	86%	17%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
Russe	6%	3%	94%	3%	1%	0%	0%	0%
Ukrainien	4%	1%	25%	82%	0%	0%	0%	0%
Gagaouze	0%	0%	14%	0%	97%	1%	0%	0%
Bulgare	6%	1%	22%	1%	2%	92%	0%	0%

Le statut de langue officielle du moldave est soutenu par la majorité des répondants : 93% des Ukrainiens et des Bulgares, 92% des Gagaouzes, 89% des Russes et 77% des Moldaves/Roumains. Le roumain comme langue d'Etat est soutenu seulement par 25% des Moldaves/Roumains, 13% des Russes, 7% des Ukrainiens, 6% des Bulgares, 1% des Gagaouzes.

Les représentants de toutes les ethnies reconnaissent que chaque habitant de la République de Moldavie devrait connaître la langue moldave/roumain : 85% des Moldaves/Roumains, 71% des Russe, 68% des Ukrainiens, 61% des Bulgares et 61% des Gagaouzes. Les opinions se séparent quand il s'agit de la nécessité de connaître le russe : les Moldaves/Roumains plutôt n'agrément pas cette idée (35% pro et 34% contre), tandis que les représentants des minorités soutiennent l'importance du russe presque dans la même mesure que du moldave, et parfois même plus (par exemple, les Gagaouzes – voir le tableau 8).

### 8. La nécessité de la connaissance du Moldave/Roumain et du Russe par les habitants de la République de Moldavie<sup>121</sup>

Ethnie	Moldave / Roumain	Russe
Moldave / Roumain	85 / -6	35 / -34
Russe	71 / -13	64 / -15
Ukrainien	68 / -13	67 / -13
Gagaouze	56 / -23	66 / -20
Bulgare	61 / -20	55 / -25

On observe aussi l'attitude positive envers l'étude du roumain/moldave à l'école par les enfants d'autres nationalités de la République de Moldavie : 93% des Russes et des Ukrainiens, 89% des Moldaves/Roumains, 79% des Bulgares, 78% des Gagaouzes.

La majorité des Moldaves/Roumains plaide la cause d'une seule langue officielle du pays (72%). L'initiative de l'officialisation d'une seule langue est soutenue aussi par 23% des Bulgares, 18% des Ukrainiens, 16% des Russes et des Gagaouzes. Les représentants des minorités ethniques se prononcent majoritairement pour deux langues d'Etat : 70% des Russes, 64% des Ukrainiens et des Bulgares, 50% des Gagaouzes, tandis que seulement 20% des Moldaves/Roumains ont opté pour cette possibilité.



### 9. La nécessité de la connaissance de l'ukrainien, du gagaouze et du bulgare dans les zones où ces ethnies sont majoritaires<sup>122</sup>

Ethnie	Ukrainien	Gagaouze	Bulgare
Moldave / Roumain	26 / -36	28 / -35	26 / -36
Russe	36 / -30	36 / -29	36 / -30
Ukrainien	42 / -27	38 / -22	40 / -21
Gagaouze	29 / -27	33 / -27	30 / -27
Bulgare	23 / -42	21 / -41	23 / -41

Les minorités linguistiques ne sont pas mobilisées en vue de donner un statut spécial à leurs propres langues, mais elles plaident plutôt pour la valorisation du russe. L'ethnie moldave/roumaine est la seule à ne pas agréer une telle initiative. Le fait que le statut de langue officielle du moldave ne soit pas disputé par les représentants des minorités, même si c'est une langue inconnue pour une grande partie de la population, montre plutôt la fonction symbolique de la langue de la nation titulaire.

On pourrait parler de la constitution en République de Moldavie d'une identité russophone, définie par David Laitin<sup>123</sup>. Cette identité est confirmée aussi par les options sur l'orientation du pays, choisies par les interviewers. Les Moldaves/Roumains sont les seuls majoritairement proeuropéen (62%), tandis que les représentants des autres ethnies préfèrent plutôt l'intégration dans la CEI. Le soutien le plus important pour la Communauté des Etats Indépendants vient de la part des Ukrainiens et Gagaouzes (48%), suivis par les Russes (41%) et par les Bulgares (35%). En même temps, l'option des Russes et des Bulgares est partagée entre l'option de rester dans la CEI et celle de joindre l'Union Européenne, car pour cette dernière option se sont prononcés 38% des Russes et 36% des Bulgares.

**10. L'orientation du pays<sup>124</sup>**

	Moldaves/ Roumains	Russes	Ukrainiens	Gagaouzes	Bulgares
Ne faire partie d'aucune alliance/ union	7%	6%	3%	8%	7%
S'intégrer à UE	62%	38%	21%	18%	36%
Rester dans la CEI	14%	41%	48%	32%	35%
Ne sais pas	16%	12%	24%	19%	19%
Ne réponds pas	1%	2%	4%	7%	3%

Une scission entre les Moldaves/Roumains et les autres ethnies peut être observée. Les Moldaves, majoritaire du point de vue numérique, sont minoritaires du point de vue des positions défendues.

**Le recensement moldave : quelle stratégie?**

Les résultats préliminaires du recensement effectué en 2004<sup>125</sup> confirment le statut de « nationalité majoritaire » des Moldaves<sup>126</sup>. Leur nombre a augmenté en comparaison avec les résultats du recensement de 1989 de 6,2% : en 1989 les Moldaves constituaient 69,9% de la population de la République, tandis qu'en 2004 ils représentent 76,1%. On a enregistré aussi une croissance de la population d'origine roumaine : de 2477 personnes (0,1%) en 1989, jusqu'à 70275 personnes (2,1%) en 2004. Le nombre des représentants de la nationalité gagaouze, qui constituent 4,4% de la population de la République a augmenté aussi, ce qui est de 0,3% de plus qu'en 1989. Par contre, on a saisi une diminution de la population russe (4,0% de moins), ukrainienne (2,9% de moins) et bulgare (0,1% de moins), aussi bien que des « autres nationalités » (1,5% de moins) par rapport au recensement précédent.

Les recensements projettent, par les statistiques, la façon de se représenter culturellement choisie par les Etats. C'est pourquoi une analyse des questionnaires moldaves, la manière de formuler les questions concernant la situation linguistique du pays, aussi bien que des instructions fournies pour le remplissage des questionnaires est en mesure de refléter la politique de l'Etat.

La langue a été perçue comme le principal marqueur de la « nationalité » en URSS, aussi bien que dans l'Empire Russe. Dès les premiers recensements russes la catégorie de la « langue maternelle » concernait l'appartenance nationale des répondants<sup>127</sup>. Les questionnaires des recensements soviétiques ont maintenu la même signification de cette catégorie, sans la définir dans leurs instructions. L'identification de la langue maternelle avec la nationalité a suscité l'opinion selon laquelle il faudra exclure la question sur la langue maternelle du recensement de 1970<sup>128</sup>. Pourtant, tous les recensements soviétiques ultérieurs ont gardé cette question, à laquelle a été rajoutée une deuxième, sur la connaissance d'autres langues de l'URSS.

Les questions sur la nationalité et sur la langue persistent dans tous les recensements post-soviétiques, mais une différence de traitement de celles-ci renvoie une image intéressante du rôle de la langue dans les projets de construction nationale de chaque pays<sup>129</sup>. Les premiers recensements effectués dans les Républiques issues de l'URSS ont montré que le problème de l'identité ethnolinguistique des citoyens de ces nouveaux Etats reste toujours actuel, surtout dans les pays où le clivage ethnique le plus important est d'ordre linguistique<sup>130</sup>. La question sur la « langue maternelle » a été exclue du questionnaire russe<sup>131</sup>, mais elle a été gardée dans les recensements des autres Républiques, dont la plupart des répondants, comme auparavant, ont interprété comme la langue de leurs origines, plutôt que la langue qu'ils parlent réellement la plupart du temps. Dans le recensement moldave, aussi comme dans ceux des pays baltes, la question sur la langue maternelle est précédée par la question sur la nationalité. C'est un motif de plus d'identifier ces deux notions.

Le document concernant la signification des questions du recensement moldave mentionne le fait que la « langue maternelle » peut coïncider ou non avec l'appartenance ethnique<sup>132</sup>. En ce cas-là, la deuxième question, sur la « langue parlée habituellement », vient superposer la première, car, si la langue maternelle n'est pas celle des origines, elle doit être celle utilisée habituellement.

Le même document sur la signification des questions du recensement moldave dit que la comparaison des données obtenues des réponses à ces deux questions avec les données sur le lieu de naissance des répondants fournira une information sur le degré de l'assimilation des personnes qui sont nés en dehors de la République. On a vu selon les résultats de l'*Ethnobaromètre*, qu'on peut parler d'une assimilation linguistique<sup>133</sup> des ethnies minoritaires de la République surtout par la langue russe. Une telle situation peut être aussi bien attestée dans d'autres Etats ex-soviétiques, où on constate un statut assez élevé de la langue russe. C'est la raison qui a déterminé la plupart de ces Etats d'éviter dans leurs recensements la question sur la langue de conversation courante. Pourtant, une telle question a été incluse dans le recensement biélorusse, où on constate une hégémonie de facto du russe dans les organes de l'Etat et la marginalisation de la langue biélorusse dans les statistiques<sup>134</sup>.

Les questions sur la langue maternelle et la langue parlée habituellement incluses dans le recensement moldave doivent soutenir l'image de l'Etat polyethnique présentée par la Conception de la politique nationale moldave, en soutenant d'une part le statut de la nation moldave en tant que « nation fondatrice », et d'autre part en légiférant le « bilinguisme moldave-russe ».

Le statut privilégié de la langue russe par rapport aux langues d'autres minorités nationales<sup>135</sup> a été confirmé lors du recensement moldave, où des questionnaires dans deux langues (en roumain et en russe) ont été émis. Par contre, la loi estonienne sur le recensement a établi que les questionnaires doivent être rédigés et complétés uniquement dans la langue estonienne<sup>136</sup>.

La troisième question sur la connaissance des langues incluse dans le questionnaire moldave vise « d'autres langues parlées couramment ». Cette question est devenue plus ouverte par rapport à son correspondant des recensements soviétiques, qui se limitaient aux langues de l'URSS. Dans tous les recensements post-soviétiques, il s'agit de la connaissance de toute autre langue, tandis que le degré de subjectivité persiste, car il est difficile d'établir si le répondeur « parle couramment » une langue ou l'autre. Le traitement de cette dernière question sur la connaissance d'autres langues que la langue maternelle a supportées des changements essentiels dans les recensements post-soviétiques des pays baltes<sup>137</sup>. Premièrement, il s'agit de montrer l'importance de l'enseignement des langues ouest-européenne, et deuxièmement, de savoir dans quelle

mesure sont répandues les autres langues des groupes ethniques ou nationaux de ces Etats.

## Conclusions

Dans les politiques du nationalisme, la langue est toujours un point de dispute. Premièrement, c'est parce que la langue, contrairement à la religion, ne peut pas être séparée de l'Etat<sup>138</sup>. L'Etat moderne peut fonctionner comme une agence séculaire, en abandonnant les pratiques religieuses au domaine communautaire et individuel, mais, par contre, il ne peut pas opérer en dehors de la « haute culture », dont la langue est le noyau<sup>139</sup>. La deuxième raison pour laquelle la langue en tant que marqueur d'identité conduit si souvent aux conflits est son caractère variable, beaucoup plus que la religion. Les gens ajoutent des langues à leur répertoire linguistique, peuvent changer leur langue « privée » pendant leur vie ou, le plus souvent, peuvent avoir des enfants dont la langue privée soit différente de celle des parents.

L'officialisation de la langue « moldave » dans la République de Moldavie (1989) n'a pas abouti aux changements radicaux de la situation linguistique du pays. Le statut de « langue de communication interethnique » conféré au russe a contribué à la consolidation d'une identité russophone qui réunit les représentants des ethnies minoritaires. On observe une forte scission de la société moldave en deux parties : les roumanophones et les russophones. Les roumanophones se divisent, à leur tour, entre les Moldaves et les Roumains. L'identité moldave, vivement soutenue par l'Etat et rejetée par la plupart des intellectuels, est appropriée par une grande majorité de la population du pays.

Le principe de continuité, indispensable aux « traditions inventées »<sup>140</sup>, promu par les dirigeants moldaves actuels, amène plutôt à l'ancienne République soviétique et non pas à la Principauté de Moldavie, comme le déclare la Conception de la politique nationale de la République de Moldavie. Ce document peut servir lui-même comme une preuve de la continuité de la politique nationale soviétique en Moldavie indépendante.

Selon Andrei Pippidi, « la tradition n'est pas inventée, elle résulte d'une concurrence entre les divers filons de la mémoire collective auxquels les groupes sociaux les plus actifs sont dévoués »<sup>141</sup>. Cette compétition est évidente en République de Moldavie, où les représentants de différents groupes sociaux déclarent leur rattachement aux identités

différentes. Un exemple suggestif peut servir le conflit qui a éclaté en 2003 au Théâtre National « Mihai Eminescu », dont les artistes ont refusé de célébrer l'anniversaire de 70 ans de cette institution (le premier théâtre national), fondée, d'après l'avis des fonctionnaires du Ministère de la Culture, en 1933 à Tiraspol, la capitale de la RASSM. Les artistes du Théâtre National, soutenus par les historiens et les exégètes du genre, considèrent que l'histoire du théâtre a commencé dans la République de Moldavie au moins en 1920, l'année de la création du premier théâtre d'Etat de la Bessarabie<sup>142</sup>.

Les représentants de la nouvelle élite intellectuelle de la République de Moldavie ont effectué la rupture avec la tradition de l'époque communiste, en déclarant leur envie d'intégration dans la roumanité, ce qui a conduit à la naissance d'une minorité roumaine, ou bien à la renaissance d'une identité roumaine, à l'Est de Prut. Par contre, la continuité de l'identité nationale moldave a été assurée par les symboles nationaux de la période soviétique (Étienne le Grand, *Miorița*) forgés par les maîtres spirituels de cette époque. Il faut ajouter les monuments qui renvoient au passé soviétique de la nation moldave et qui représentent les « souvenirs politiques »<sup>143</sup> communs pour la nation fondatrice de l'Etat et les représentants d'autres ethnies.

## NOTES

- 1 Alexandra Goujon, *Nationalisme et démocratie à la fin de l'URSS. Les Fronts Populaires d'Ukraine et de Biélorussie (1988-1991)*, thèse de doctorat, l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2001.
- 2 Isabelle Kendler, « The changing status of Russian in the Soviet Union », *International Journal of the Sociology of Language* 33 (1982), pp. 7-39-; P. Sériot, « La langue, corps pur de la nation. Le discours sur la langue de la Russie brejnévienne », *Les Temps modernes* 550 (mai 1992), pp. 186-208.
- 3 Le 31 août et le 1 septembre 1989 le Parlement moldave a adopté la Législation linguistique constituée de trois lois: la *Loi sur le statut de la langue officielle dans la République de Moldavie* (31 août 1989), la *Loi sur le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la République de Moldavie* (31 août 1989) et la *Loi sur le retour de la langue moldave à la graphie latine* (1 septembre 1989).
- 4 J. Maurais, « Redéfinition du statut des langues en Union Soviétique », *Language Problems & Language Planning* 16/1 (1992), p. 1-20.
- 5 Carrère d'Encausse H., *La Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Fayard, Paris 1991.
- 6 La *Loi sur le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la République de Moldavie* (31 août 1989).
- 7 Les Soviets ont présenté le critère linguistique comme fondamental pour l'identité nationale et le maintien de la notion de langue moldave devait conduire à la validité de l'idée d'une nation moldave, non-roumaine. La nouvelle langue moldave devait soutenir la création d'une nouvelle identité nationale, celle du peuple moldave. Pour effectuer ce séparatisme linguistique, on a substitué à l'alphabet latin l'alphabet cyrillique, on a vulgarisé la langue, on a introduit de nombreuses créations artificielles, calquées sur le modèle russe. Plus que ça, on a émis la thèse de l'origine slave de la langue moldave. Ch. King, « The language of politics and the politics of language : moldavian identity and soviet-romanian relations, 1985-1991 », *Revue roumaine d'études internationales* XXVI/2(118) (1992), pp. 137-155.
- 8 La République de Moldavie a proclamé son indépendance le 27 août 1991. Ce jour est déclaré fête nationale de l'État moldave.
- 9 Tamara Cărăuș, « National identity: invention or necessity ? Case study: Republic of Moldova », *New Europe College Regional Program Yearbook 2001-2002*, Bucarest 2003, p. 17-74.
- 10 Ch. King, "Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism", *Slavic Review* 53/2 (1994), pp.345-369, distingue les *moldovénistes* et les *pro-roumains*. Voir aussi *id.*, *The Moldovans: Romania, Russia, and the politics of culture*, Hoover Institution Press, Stanford 2000, *passim*.
- 11 A. Marino, *Politică și cultură. Pentru o nouă cultură română*, Polirom, Iași 1996, p. 268.

- <sup>12</sup> E. Hobsbawm, « Inventing traditions », ed. E. Hobsbawm, T. Ranger, *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press 1996, p. 1-14.
- <sup>13</sup> Caroline Ibos, « La délégitimation du système soviétique, des *chestidessiatniki* aux *perestroitchiki* », (dir.) Anne de Tinguy, *L'effondrement de l'Empire Soviétique*, Etablissement Emile Bruylant, Bruxelles 1998, p. 117-138.
- <sup>14</sup> On préfère le terme « soixantistes », utilisé par M. Riabtchouk, *De la « Petite-Russie » à l'Ukraine*, L'Harmattan, Paris 2003, à celui de « chestidessiatniki », utilisé par Caroline Ibos, *op. cit.* Comme le terme a été traduit aussi en roumain, l'utilisation de la variante russe nous semble inconvenante, c'est pourquoi on a adopté la traduction française. Mykola Riabtchouk inclut ici « la génération de créateurs qui a pu œuvrer entre le « dégel » de Khrouchtchev et la « glaciation » sous Brejnev, et qui a été à l'origine d'un grand essor de la littérature et des arts ukrainiens, encouragée par une relative liberté d'expression ». Pour Caroline Ibos, il s'agit des « hommes des années soixante, qui ont accédé au politique dans le contexte du dégel ». Cette chercheuse parle aussi bien de jeunes intellectuels qui « profitent du contexte du début des années soixante pour intégrer les institutions politiques et académiques ».
- <sup>15</sup> Pour caractériser la situation sociolinguistique d'une langue, le sociolinguiste Heinz Kloss a opposé son *statut* (le statut et les fonctions d'une langue) et son *corpus* (l'action volontaire sur les caractéristiques « internes » de la langue). Cité par D. Daoust, J. Maurais, « L'aménagement linguistique », J. Maurais (dir.), *Politique et aménagement linguistiques*, Québec 1997, p. 7-46.
- <sup>16</sup> I. Ciocanu, *Temelia nemuririi noastre*, Ed. Pontos, Chişinău 2005, p. 3; Voir aussi G. Gogin, « Problema limbii noastre materne niciodată n-a fost scoasă de pe ordinea de zi » (Le problème de notre langue n'a jamais été éliminé de l'ordre de jour), *Nistru*, 1989, nr. 4, p. 94.
- <sup>17</sup> Caroline Ibos, *op. cit.*, p. 134.
- <sup>18</sup> I. Frunţaşu, *O istorie etnopolitică a Basarabiei (1812-2002)*, Cartier, Chişinău 2002.
- <sup>19</sup> La République Autonome Soviétique Socialiste Moldave a été créée le 12 octobre 1924 à l'Est du Dniestr, dans le cadre de la République Soviétique Socialiste Ukrainienne. Conformément au « Mémoire sur la nécessité de la création de la République Socialiste Moldave », signé par un groupe d'initiative conduit par Grigori Kotovski et visé par Mihail Frunze, les motifs décisifs de l'institution de la République Autonome Soviétique Socialiste Moldave étaient de nature politique : « La République Moldave pourrait jouer le même rôle de facteur politique et de propagande que joue la République Biélorusse face à la Pologne et la République de Carélie face à la Finlande... L'union du territoire de deux côtés de Dniestr pourrait servir comme couteau stratégique de l'URSS pour les Balkans (par la Dobroudja) et pour l'Europe Centrale (par la Bucovine et la Galicie). L'URSS pourrait les



- utiliser comme ponts dans des buts militaires et politiques ». La construction de la RASSM repose sur la théorie de l'existence d'un peuple moldave et d'une langue moldave, différents du peuple roumain et de la langue roumaine. Voir Gh. Negru, *Politica etnolingvistică în R.S.S. Moldovenească*, Prut Internațional, Chișinău 2000, p. 15.
- 20 *Ibidem*.
- 21 *Ibidem*, p. 44.
- 22 *Ibidem*, p. 47.
- 23 I. Frunțașu, *op. cit.*, p. 221-223.
- 24 La création des Fronts populaires est considérée elle aussi comme un moyen pour les autorités soviétiques d'orienter les activités de ces organisations dans le sens de la perestroïka. Voir Alexandra Goujon, *op. cit.*, p. 8.
- 25 Ion Druță a quitté Chișinău après la parution de son roman *Povara bunățării noastre*, pour lequel l'écrivain a été proposé pour le Prix d'Etat de l'Union Soviétique. Le Comité Central du Parti Communiste de RSSM s'est opposé à cette initiative et Ion Druță n'a pas reçu le prix.
- 26 Ana Margarint, *Elita politică din Republica Moldova : aspecte ale formării și dezvoltării*, thèse de doctorat, Université d'Etat de Moldavie, Chișinău 2004, pp. 77-78, constate que la circulation des élites constitue l'élément déterminant de la structure politique de l'État. Dans les conditions de la dictature totalitaire, ce processus s'est déformé, car la formation de la contre-élite s'était arrêtée d'une manière artificielle, par des répressions des personnes non-conformistes ou des dissidents. Ce qui sépare la contre-élite de la dissidence est son institutionnalisation (l'existence de leaders, d'un système de valeurs, d'un programme, de ses propres structures). La contre-élite crée ses propres institutions à l'intérieur d'une société dominée par l'élite gouvernante, pour contester les institutions officielles et leur légitimité.
- 27 Ana Margarint, *op. cit.*, p. 77-78.
- 28 Pendant la période de la perestroïka, en Moldavie, aussi bien que dans d'autres régions de l'URSS, des groupes indépendants pour la défense des droits nationaux ont été formés. Il s'agit d'abord de la constitution, en novembre 1988, du Cénacle littéraire musical *Alexei Mateevici*, suivi par la création, la même année, du Mouvement Démocratique pour le Soutien de la Perestroïka. Le 20 mai 1988 les deux formations ont fusionné, en constituant le Front Populaire de Moldavie. Sous la pression massive de ces mouvements nationaux culturels et politiques, les revendications des intellectuels moldaves en ce qui concerne la langue ont été réalisées en 1989.
- 29 Ionescu D., *From SSMR to Republic of Moldova. + / - PMR*, Museum, Chișinău, 2002, p. 75.
- 30 King Ch., « The language of politics and the politics of language : moldavian identity and soviet-romanian relations, 1985-1991 », dans *Revue roumaine d'études internationales*, XXVI, 2 (118), Bucarest, 1992, pp. 137-155.

- 31 Mircea Snegur, le président du Soviet Suprême moldave a participé, auprès des dirigeants du Front populaire de la Moldavie, à la Grande Assemblée Nationale où a posé le problème de la langue nationale. Cette position du chef du nouveau législatif, aussi bien que certaines notes divergentes de ses discours sur le problème de la langue, indiquent son intention d'assumer la « paternité » du processus de la démocratisation de la société et de prendre l'initiative politique détenue à cette époque par le FPM.
- 32 A son troisième congrès du février 1992 le FPM se transforme d'un « mouvement de masse » dans un parti politique (Front Populaire Chrétien Démocrate) et inclut dans son statut l'engagement de l'union moldo-roumaine.
- 33 Les lois linguistiques réunissent presque toutes les demandes du Front Populaire, bien que la seule référence déclarée sur l'unité de la langue moldave et roumaine soit plutôt alambiquée.
- 34 Le terme « russophones » était utilisé pour dénommer les Russes (13% de la population de la Moldavie) et les Ukrainiens (12,8%). Les Moldaves constituaient 64,5% de la population.
- 35 Cette minorité est représentée par les Gagaouzes, qui constituaient 3,5% de la population du pays. En effet, seuls 4,4% des Gagaouzes (recensement de 1989) parlaient couramment la langue de la population titulaire de la République.
- 36 En 1989, moins de 4% de la population non-titulaire de la Moldavie considérait le moldave/roumain sa deuxième langue, tandis que presque 60% de la population de la Moldavie considéraient le russe sa langue maternelle ou la deuxième langue.
- 37 Les analystes qui ont étudié les racines de ces conflits affirment leur caractère non-ethnique. La population de la Transnistrie ne diffère pas, du point de vue ethnique, de la population du reste du territoire de la République de Moldavie. La séparation de cette région a été faite suite aux intérêts géopolitiques de la Russie dans ce territoire. En ce qui concerne la Gagaouzie il s'agit plutôt des intérêts défendus par certains groupes locaux. Le problème linguistique a servi comme prétexte pour le déclenchement de ces deux conflits. Voir O. Nantoi, *Conflictul din zona de Est a Republicii Moldova – o încercare de abordare nouă*, Institutul de Politici Publice, 2002.
- 38 L'incapacité des dirigeants du pays à résoudre les dissensions interethniques a conduit vers la recomposition du haut de l'élite politique de la République de Moldavie. Vers la moitié de 1993, les postes du président, du premier ministre, du ministre des affaires étrangères, du président de parlement ont été occupés par les anciens membres du Politburo du parti communiste.
- 39 Mircea Snegur, « Republica Moldova este țara cetățenilor săi » (La République de Moldova est le pays de ses citoyens), *Pămînt și oameni*, 12 février 1994, nr. 3. La version écrite du discours du président a présenté une série de notes qui comprenaient des extraits des oeuvres historiques et littéraires

- dans lesquels le terme "moldave" a été utilisé pour décrire la population majoritaire d'entre le Prut et le Dniestr.
- 40 Une deuxième grande vague de manifestations pour la défense du statut de la langue et de l'histoire roumaine dans la République de Moldavie a eu lieu à Chişinău en janvier - février 2002. Ces protestes ont été provoqués par la décision du gouvernement communiste de rendre obligatoire l'enseignement du russe dans les écoles moldaves et de remplacer le cours de l'histoire des Roumains par l'histoire de la Moldova.
- 41 Dès son début littéraire par le recueil de nouvelles *La noi în sat* (1953), Ion Druţă évite l'encadrement dans « la méthode du réalisme socialiste » et exploite largement « la spécificité nationale », même si parfois la critique littéraire lui a reproché le fait d'évader de la réalité, en se rapprochant plutôt du folklore. L'œuvre littéraire de Ion Druţă a fait l'objet des analyses diverses, dont la plupart sont favorables. Par contre, ce qui a suscité une critique dure de la part de l'intellectualité du pays est la position « moldovéniste » de l'écrivain et le refus de la « roumanité ».
- 42 Maria Şleahiţchi, « Publicistica lui Ion Druţă sub semnul manipulării », *Contrafort* : 9-10 (95-96), septembre-octobre 2002.
- 43 *Ibidem.*
- 44 *Ibidem.*
- 45 Il s'agit premièrement de la période de perestroïka. Un exemple suggestif pour cette première étape peut être la législation linguistique, adoptée en 1989, dont l'ambiguïté et le caractère de compromis ont été remarquées ultérieurement. La deuxième période correspond à la gouvernance du PDAM, ayant comme signes distinctifs le Congrès *Casa noastră – Republica Moldova*, aussi que la nouvelle Constitution moldave. Et la troisième période commence avec l'arrivée au pouvoir du parti des communistes, dont l'œuvre représentatif est la Conception de la politique nationale de la République de Moldavie.
- 46 Maria Şleahiţchi, „Publicistica lui Ion Druţă sub semnul manipulării”, *Contrafort* : 9-10 (95-96), septembre-octobre 2002.
- 47 Le projet de Ion Druţă a été présenté par l'auteur même à la télévision nationale dans l'émission « L'heure de l'éclaircissement de l'esprit ». Voir V. Gârneţ, *Intellectualul ca diversiune*, Polirom, Iaşi 2005, p. 93.
- 48 Cité par Maria Şleahiţchi, *op. cit.*
- 49 Le Discours du président du Parlement de la République de Moldova, Mme Eugenia Ostapciuc, à l'inauguration du monument « Le cierge de la Reconnaissance », Soroca, 27 mars 2004.
- 50 L'élément central de ce complexe monumental est *Le cierge de la Reconnaissance* (24 mètres de hauteur), qui symbolise la tombe de *Badea Mior*. Le bougeoir représente une chapelle, les quatre colonnes sont des niches ovales avec quatre vieilleses. Au centre, sous la coupole, se trouve la cinquième vieillesse, la plus grande. La flamme de ces cinq vieilleses ne devrait pas s'éteindre « aussi longtemps que le peuple moldave habite dans

- ce pays ». A l'entrée du complexe, le visiteur peut lire l'inscription suivante :  
„Voyageur, arrête-toi ! En haut brûle le Cierge de la Reconnaissance. Et si,  
dans ta vie, tu éprouves une reconnaissance envers quelqu'un et pour  
quelque chose, monte, prie, et continue ton chemin ! »
- 51 Constantin Cheianu, « Badea Voronin », *Jurnal de Chişinău*, nr. 170, 21  
martie 2003.
- 52 Le complexe commémoratif *Capul de Pod Şerpeni* est consacré à l'opération  
Iaşi – Chişinău de 1944, la seule bataille de la deuxième Guerre Mondiale  
qui ait eu lieu sur le territoire de la Bessarabie. Ce complexe commémoratif,  
inauguré le 22 août 2004, comporte quelques éléments : le feu éternel, la  
Chapelle de la Souffrance, le tombeau du Soldat Inconnu, l'Arc de la Gloire,  
le Rempart de la Mémoire, l'Allée de la Victoire, l'Allée de la Tristesse, la  
Terrasse Panoramique, le Parc Commémoratif.
- 53 Voir, sur ce terme, Angela Demian, « Logiques identitaires, logiques étatiques.  
Les relations entre la Roumanie et la République de Moldavie », (dir. Catherine  
Durandin), *Perspectives roumaines. Du postcommunisme à l'intégration  
européenne*, L'Harmattan, Paris 2004, p. 245 : « Le terme de « Statalitate »  
(*gosudarstvennost*) peut être considéré comme un euphémisme signifiant  
« État ». Il désigne une unité politique qui n'est pas nécessairement dotée  
d'une pleine souveraineté (ainsi, la République soviétique moldave n'était  
pas un État, mais la population majoritaire bénéficiait d'une « statalitate »  
découlant de l'articulation d'un territoire et d'une « nationalité »).  
Actuellement, la notion désigne tant le processus de consolidation de l'État  
nouvellement créé que l'idéologie au service de cet objectif (d'où le terme  
d'étatiste). En dépit de son utilisation courante dans le discours politique, la  
notion de *statalitate* n'est pas dotée d'un contenu rigoureusement défini. »
- 54 Vladimir Bulat, « Starea naţiunii, Moldova », *Contrafort*: 9-10 (131-132),  
septembre - octobre 2005.
- 55 Le Discours du président du Parlement de la République de Moldova, Mme  
Eugenia Ostapciuc, à l'inauguration du monument « Le cierge de la  
Reconnaissance », Sorooca, 27.03.2004, [http://xv.parlament.md/news/  
27.03.2004/](http://xv.parlament.md/news/27.03.2004/)
- 56 Les critiques littéraires Haralambie Corbu et Mihai Dolgan, aussi bien que  
l'écrivain Dumitru Matcovschi représentent la même génération des  
« soixantistes ». Haralambie Corbu utilise la démythification de l'idée de  
« roumanité » proposée par l'historien Lucian Boia, dans le but de soutenir  
le mythe de « moldovénisme ». Voir V. Ciobanu, *Anatomia unui faliment  
geopolitic : Republica Moldova*, Polirom, Iaşi 2005, p. 71-72. Pourtant, il ne  
s'agit pas d'un enrégimentement de tous les écrivains soixantistes dans  
l'oeuvre de la moldovénisation. Cette même génération a donné aussi bien  
des personnalités qui ont été parmi les premiers écrivains bessarabiens qui  
se sont intégrés dans le circuit littéraire roumain.
- 57 Cristina Porcesco, « Omagiu adus lui Constantin Stere la 140 de la naştere »,  
*Moldova Suverană*, Nr. 197, 11 novembre 2004.

- 58 Constantin Cheianu, « Vina intelectualilor in posttotalitarism », *Revista Sud-Est*, 2000/1-2, p. 39-40.
- 59 *Ibidem*.
- 60 V. Gârneț, *Intelectualul ca diversiune*, Polirom, Iași 2005, p. 97.
- 61 Le journaliste V. Gârneț, *Intelectualul...*, p. 23-25, parle de l'ampleur qu'on a donnée à l'œuvre et à la personnalité de Andrei Lupan lors de la célébration de son anniversaire de 85 ans. Cet événement a été vivement soutenu par une partie de la presse moldave, même celle de langue russe, et par la télévision nationale, qui ont qualifié Andrei Lupan de « pilier de notre dignité », « fondateur de culture nationale ». Cette « caravane anniversaire » dirigée par le pouvoir moldave, en quête de « piliers sur lesquels il pourrait bâtir la nouvelle idéologie d'Etat », a été présenté par V. Gârneț parallèlement à un autre événement, la fonte, dans un Combinat de carton de Chișinău, des livres de littérature roumaine classique et contemporaine, des dons parvenus de la Roumanie.
- 62 Le 23 juin 1990, le Parlement moldave a adopté la décision sur l'institution du 31 août en tant que la fête nationale *Limba noastră*. L'une des rues centrales de Chișinău porte le nom 31 août 1989, le jour de l'adoption de la Législation linguistique de la République de Moldavie.
- 63 Par contre, la signification symbolique de la fête *Limba noastră* change. Conçue comme la fête nationale de la langue roumaine (*Limba noastră cea română*), elle a perdu son nom et est en train de devenir « La Journée des langues ».
- 64 En août 2005, l'Union des Ecrivains de Moldavie et l'Union des Journalistes de Moldavie ont adressé une demande officielle au ministre de la Culture Artur Cozma, en lui sollicitant l'installation du buste de Liviu Rebreanu, « comme une preuve de ses intentions d'une bonne collaboration avec les gens de culture du pays ». La réponse du ministre a été négative, il a proposé de déclarer un moratoire sur ce problème, sous le motif que « plusieurs spécialistes ont contesté la valeur artistique de la sculpture ». Les écrivains ont réfuté cet argument. Le buste est réalisé d'après la sculpture de Mihaela Petrașcu, disciple de Constantin Brâncuși. Voir « USM et UJM sollicitent l'installation du buste de Liviu Rebreanu », *Info-Prim Neo*, 15 août 2005.
- 65 Le discours de M. Vladimir Voronin, le Président de la République de Moldavie, Commandant Suprême des Forces Armées, à l'inauguration de l'Allée des Voïvodes du Pays de Moldavie (Chișinău, 27 août 2004).
- 66 *Ibidem*.
- 67 *Ibidem*.
- 68 Expression utilisée lors de l'enquête « *Basarabia și România – un deceniu de integrare literară* » (La Bessarabie et la Roumanie – une décennie d'intégration littéraire) proposée aux écrivains de la République de Moldavie et de Roumanie par la revue *Contrafort* : 12 (98), décembre, 2002. Cette publication, conçue comme une revue des jeunes écrivains roumains, a été fondée à Chișinău en 1994, avec le soutien de la Fondation Culturelle Roumaine.

- <sup>69</sup> *Ibidem.*
- <sup>70</sup> La formule « deux États roumains » a suscité de bien vifs débats lors de son introduction dans le traité bilatéral entre la République de Moldavie et la Roumaine.
- <sup>71</sup> La Principauté de Moldavie a été fondée en 1359.
- <sup>72</sup> *Census and identity: the politics of race, ethnicity, and language in national censuses*, ed. D.I.Kertzer - D.Arel, Cambridge: Cambridge University Press, 2002.
- <sup>73</sup> « Basarabia și România – un deceniu de integrare literară », *Contrafort* : 12 (98), décembre, 2002.
- <sup>74</sup> *Ibidem.*
- <sup>75</sup> « Cultura rusă în Basarabia : atu sau handicap ? », Enquête de *Contrafort*, Nr. 9-10 (59-60), septembre - octobre 1999.
- <sup>76</sup> *Ibidem.*
- <sup>77</sup> Tamara Carauș, *op. cit.*, p. 68, parle de la stigmatisation des Moldaves à cause de l'infériorité linguistique par rapport aux Roumains.
- <sup>78</sup> Arcadie Suceveanu, « Centrul și periferia », *Contrafort* : 5-6 (115-116), mai - juin, 2004.
- <sup>79</sup> L'une des questions posées aux écrivains dans l'enquête « La Bessarabie et la Roumanie – une décennie d'intégration littéraire » concerne les critères d'évaluation esthétique de l'œuvre littéraire de Roumanie et de Bessarabie. Les écrivains ont dû répondre s'il existe, d'après eux, des critères communs ou bien on fait appel à « la double mesure » pour évaluer les travaux des écrivains de Bessarabie.
- <sup>80</sup> « Basarabia și România – un deceniu de integrare literară », *Contrafort* : 12 (98), décembre, 2002.
- <sup>81</sup> Les « ponts de fleurs » ont été des rencontres entre les gens de deux côtés du Prut, organisées à la fin des années 1990.
- <sup>82</sup> « Basarabia și România – un deceniu de integrare literară . », *Contrafort* : 12 (98), décembre, 2002.
- <sup>83</sup> Vitalie Ciobanu, *Frica de diferență*, p. 148.
- <sup>84</sup> « Basarabia și România – un deceniu de integrare literară . », *Contrafort* : 12 (98), décembre, 2002
- <sup>85</sup> *Ibidem.*
- <sup>86</sup> V. Ciobanu, *Frica de diferență*, Editura Fundației Culturale Române, București 1999, p. 27-32.
- <sup>87</sup> « Alocuțiunea președintelui Vladimir Voronin la Conferința de constituire a Uniunii Scriitorilor *Nistru* », *Moldova Suverană*, 11.11.2003.
- <sup>88</sup> La création de cette nouvelle union des écrivains a été contestée par l'organisation des écrivains déjà existante (« Declarația Consiliului Uniunii Scriitorilor din Moldova. „Membrii „noi uniuni” se autoexclud din USM” », *Glasul Națiunii*, 18 septembrie 2003), aussi que par le PEN Club de République de Moldavie (« Memoriul PEN Clubului din Republica Moldova : Despre situația drepturilor omului și a libertăților cetățenești în Republica

- Moldova », *Contrafort* : 1-2 (111-112), janvier-février 2004). L'Union des Ecrivains n'a pas été la seule organisation « clonée » par le pouvoir communiste. Dans la même période ont été créées aussi la Fédération de Syndicats et l'Union Indépendante des Journalistes.
- 89 « Alocuțiunea președintelui Vladimir Voronin la Conferința de constituire a Uniunii Scriitorilor Nistru », *Moldova Suverană*, 11.11.2003.
- 90 *Ibidem*.
- 91 *Lege privind aprobarea Concepției politicii naționale de stat a Republicii Moldova*, <http://www.dri.moldova.md/o>, Departamentul/ArhiveNews/Conceptia/CNPSrom.htm
- 92 V. Ciobanu, « Moldovenismul ca leprozie », *Contrafort*, 7-8 (105-106), juillet - août 2003.
- 93 V. Catană, « Identități distorsionate în Republica Moldova », *Contrafort* : 12 (110), décembre 2003.
- 94 M. Cimpoi, « Politica națională de stat : concepție și anticoncepție », *Limba română*, , nr. 6-10, Chișinău 2003.
- 95 *Ibidem*.
- 96 « La Loi sur l'approbation de la Conception de la politique nationale de la République de Moldavie », <http://www.dri.moldova.md/oDepartamentul/ArhiveNews/Conceptia/CNPSrom.htm>
- 97 *Limba română*, nr. 6-10, Chișinău 2003.
- 98 V. Ciobanu, « Moldovenismul ca leprozie », *Contrafort*, 7-8 (105-106), juillet - août 2003.
- 99 « « Молдавская нация в Республике Молдова находится в процессе уничтожения » - считают приднестровские эксперты », <http://www.olvia.idknet.com/o108-08-04.htm> Pour élucider la position officielle transnistrienne, on a utilisé les matériaux publiés sur le site de l'agence d'information Olivia-press, créée en juillet 1992 et dont le fondateur est le président de la République autoproclamée.
- 100 « Обращение Минстерства Иностраннных дел у Министерства Просвещения Приднестровской Молдавской Республики в связи с ситуацией вокруг школ с преподаванием на румынском языке », <http://www.olvia.idknet.com/o156-08-04.htm>
- 101 Les disciplines scolaires « langue roumaine » et « littérature roumaine » ne sont pas agréées par les officiels du pays. Le journaliste Vitalie Ciobanu, *Anatomia...*, p. 186, consigne l'incident qui s'est produit lors d'une réunion des professeurs et des directeurs des écoles russes de Chișinău avec le président de la Commission parlementaire pour la culture, la science, l'éducation, la jeunesse et mass media. Le parlementaire communiste a reproché aux professeurs d'avoir utilisé le terme « langue roumaine » au lieu de « langue moldave ». Comme personne n'a pas démontré l'unité du moldave et du roumain, signalait le parlementaire communiste, il est mieux d'utiliser le terme « langue d'Etat ». Le nom de la « langue d'Etat » est évité aussi dans le Nomenclateur d'Etat sur les spécialités et les spécialisations de

- l'enseignement supérieur de la République de Moldavie, dans lequel figure la spécialité 1101 « La langue et la littérature ».
- 102 Le gouvernement communiste de Chişinău a fait une tentative de substituer l'histoire des Roumains par l'histoire de la Moldavie dès son arrivée au pouvoir, ce qui a suscité des protestations de la part de la population du pays. Un cours expérimental d' « histoire intégrée » a été introduit dans les écoles moldaves, suite à ces événements. En novembre 2005, des responsables du Parlement et du Gouvernement ont déclaré que « l'étape actuelle d'implémentation du cours d'histoire intégrée, où ont été encadrés 576 professeurs d'histoire de 469 institutions pré-universitaires du pays, permet de démarrer les préparations pour introduire l'histoire intégrée comme discipline obligatoire ». Les historiens de la République de Moldavie affirment que l'introduction du cours d'histoire intégrée est un endoctrinement des enfants par une fausse histoire. Voir « O « istorie falsă de 1 mln. 600 mii de lei », *Timpul*, nr. 311, 1 décembre 2005.
- 103 « Педагогика двойных стандартов в румынских школах », <http://olvia.idknet.com/ol42-07-04.htm>
- 104 La République autoproclamée a décrété trois langues officielles : le moldave, le russe et l'ukrainien. Selon les statistiques de la Transnistrie, dans cette région fonctionnent 135 institutions d'enseignement en russe (70,3%), 33 en moldave (17,2%), 16 en russe et moldave (8,4%), 2 en ukrainien (1%) et 6 en roumain (3,1%).
- 105 « Двужычье? Нет, лицемерие », *Днестровский курьер*, 14 juillet 2004, cité par l'agence Marketing & Consulting, <http://www.iamik.ru/>
- 106 « Педагогика двойных стандартов в румынских школах », <http://olvia.idknet.com/ol42-07-04.htm>
- 107 Vitalie Ciobanu, « *Râbnița* din dealul Schinoasei », [www.azi.md](http://www.azi.md), 2 août 2004.
- 108 Comme le terme „langue roumaine” est un tabou en Moldavie aussi qu'en Transnistrie, on désigne ces écoles comme „des écoles qui utilisent la graphie latine”.
- 109 Le projet *Etnobarometru – Republica Moldova* a été lancé en septembre 2004 par l'Institut de Politiques Publiques de Chişinău, avec le soutien de la fondation Soros-Moldova. Ce projet s'est proposé d'effectuer le suivi et l'évaluation de la situation ethnique de la République de Moldavie, l'étude de la dynamique des représentations et des stéréotypes des différents groupes ethniques, la constitution et la confirmation des identités ethniques et nationales. Le sondage a été effectué par l'institut Imas Inc de Chişinău.
- 110 Cet échantillon est constitué de 95% de Moldaves et 5% de Roumains.
- 111 **La question Q15** : À votre avis, quelles sont les trois choses les plus importantes pour que quelqu'un soit considéré Russe ? a. avoir des parents russes-; b. parler la langue russe en famille-; c. respecter les coutumes de Russes-; d. se sentir Russe-; e. sentir la culture russe comme sa propre culture-; f. respecter le drapeau national russe-; g. habiter en Russie-; h. que sa langue maternelle soit le russe-; i. avoir la citoyenneté russe-; j. être né en



Russie–; k. ne sais pas/ne réponds pas. La question a été posée séparément pour chaque ethnie, ce qui a permis de percevoir comment change l'hétéroidentification d'une ethnie à l'autre. Dans le cas des Moldaves, ont été proposées deux réponses concernant la culture : e. sentir la culture moldave comme sa propre culture–; f. sentir la culture roumaine comme sa propre culture. Les opinions des répondants se sont divisées entre les deux, mais la plupart ont donné priorité à la première.

112 **La question Q13.** Laquelle des expressions suivantes décrit le mieux votre identité ? Je me considère d'abord... Gagaouze–; habitant de cette localité–; citoyen de la République de Moldavie–; habitant de la CEI–; européen–; est-européen–; je ne sais pas/je ne réponds pas. La première et la deuxième option des répondants ont été signalées.

113 V. Ciobanu, *Anatomia unui faliment geopolitic : Republica Moldova*, Polirom, Iași 2005, p. 210.

114 La question Q9 : Pensez aux groupes ethniques suivantes de la RM–; croyez-vous qu'ils puissent devenir une menace? a. pour le pays–; b. pour les Moldaves–; c. pour vous ou pour votre famille. La variante b. change d'un échantillon à l'autre, car elle contient le nom de l'ethnie questionnée. Les répondants ont dû évaluer le degré de la possibilité d'une menace de la part de toutes les autres ethnies. Dans le questionnaire de l'échantillon des Moldaves/Roumains, ont été inclus les Russes, les Ukrainiens, les Gagaouzes, les Bulgares et les Roumains.

115 Les deux questions consécutives sur les relations interethniques nous aident à percevoir la différence de perception d'autres ethnies au niveau général en comparaison avec le niveau local. **La question Q7** : Parmi les expressions suivantes qui décrivent les relations entre les différentes ethnies de la RM, laquelle exprime plus exactement la vérité ? - relations de collaboration–; relations conflictuelles–; ignorance réciproque–; autre–; Je ne sais pas/je ne réponds pas. **La question Q8** : Et dans la zone où vous habitez comment peuvent être décrites les relations entre les différentes ethnies de la RM ? – relations de collaboration–; relations conflictuelle–; ignorance réciproque–; aucune relation, dans la zone où j'habite ils n'existent pas–; autre–; je ne sais pas, je ne réponds pas. Les réponses à ces deux questions nous montrent que les représentants d'autres ethnies acceptent l'ethnie roumaine, mais ils ne la perçoivent pas comme existante dans leurs régions. Est suggestif aussi le pourcentage accru des réponses négatives : « je ne sais pas/je ne réponds pas ». 47% d'Ukrainiens, 30% de Bulgares, 21% des Russes, mais aussi 32% de Moldaves disent qu'il n'y a aucune relation qui se soit établie entre leur ethnie et les Roumains de leur région. En même temps, 74% de Moldaves, 61% de Bulgares, 56% d'Ukrainiens et de Russes, 48% de Gagaouzes considèrent que les relations qui s'établissent entre leurs ethnies et les Roumains sont des relations de collaboration. Quant aux relations avec les Roumains de leur région, le pourcentage de relations de collaboration diminue : 53% de Moldaves, 52% de Russes, 49% de Bulgares, 36%

d'Ukrainiens, 33% de Gagaouzes. Par contre, les relations de collaboration avec les Moldaves de leur région sont mentionnées plus souvent par les représentants des autres ethnies : 93% d'Ukrainiens, 86% de Russes et de Bulgares, 81% de Gagaouzes.

116 Cette information peut être vue en consultant le sondage d'opinion publique réalisé dans la période 20-31 mars 2002, période marquée par les protestations contre l'initiative du parti communiste au gouvernement d'introduire l'étude obligatoire de la langue russe dans les écoles de la République de Moldavie. Ce sondage a été effectué par l'Institut *Imasinc-Chisinau*, en collaboration avec L'Institut roumain *Imas*, à la sollicitation de l'Institut de Politiques Publiques de la République de Moldavie. Le sondage a été effectué sur un échantillon de 1149 personnes de 70 localités de la Moldavie, sauf les territoires de l'Est de Dniestr.

117 **La question Q63** : Dans quelle mesure parlez-vous... a. moldave-; b. roumain-; c. russe-; d. ukrainien-; e. gagaouze-; f. bulgare ? – je parle parfaitement-; je parle très bien, mais j'ai un accent-; je me fais comprendre dans la plupart de situations-; je me fais comprendre dans certaines situations, mais avec difficulté-; je connais juste quelques mots-; je ne connais aucun mot-; je ne réponds pas.

118 **La question Q60** : Quelle est la langue que vous parlez/avez parlé le plus souvent avec... a. la mère-; b. le père-; c. les grands-parents-; d. les enfants ?  
119 On a mis entre parenthèses les chiffres sur l'utilisation du Roumain.

120 **La question Q60** : Quelle est votre langue maternelle ? Une réponse multiple est acceptée, mais on ne propose pas des variantes de réponse.

121 Ce tableau a été fait d'après les réponses des représentants de tous les échantillons à **la question Q64** : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? On a choisi les affirmations « i. Tous les habitants de la RM devraient connaître le roumain » pour la première colonne et « j. Tous les habitants de la RM devraient connaître le russe » pour la deuxième colonne. Les chiffres réunissent les réponses « totalement d'accord » et « plutôt d'accord » d'une part, et les réponses « pas vraiment d'accord » et « pas du tout d'accord » de l'autre (marqués par -).

122 Ce tableau a été fait d'après les réponses des représentants de tous les échantillons à **la question Q64** : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? », suivie par des variantes de réponses. On a choisi les affirmations « k. Tous les habitants des zones où l'ethnie ukrainienne est majoritaire devraient connaître l'ukrainien » pour la première colonne, « l. Tous les habitants de Gagaouzie devraient connaître le russe » pour la deuxième colonne, et « m. Tous les habitants des zones où l'ethnie bulgare est majoritaire devraient connaître le bulgare » pour la troisième colonne. Les chiffres réunissent les réponses « totalement d'accord » et « plutôt d'accord » d'une part, et les réponses « pas vraiment d'accord » et « pas du tout d'accord » de l'autre (-).

- 123 D. Laitin, "Identity in formation: the Russian-speaking nationality in the post-Soviet diaspora", *Archives européennes de sociologie*, Vol: 36, No. 2, 1995, p. 284, signale les éléments principaux de la nationalité russophone : l'appartenance à la diaspora, le caractère non-titulaire, russophone, séculaire et soviétique.
- 124 **La question Q52** : Quelle devrait être, d'après vous, l'orientation de notre pays ?
- 125 Le premier recensement post-soviétique de la République de Moldavie a été effectué pendant la période 5-12 octobre 2004, mais il n'a pas inclus les zones de l'Est du pays et le municipale Bender, contrôlées par les autorités de la République autoproclamée de Transnistrie.
- 126 „Evoluția repartizării populației după componența națională în Republica Moldova (în baza datelor recensămintelor populației din 1989 și 2004, cu excepția raioanelor de Est și mun. Bender)”, Le Département de Statistique et de Sociologie de la République de Moldavie, [www.statistica.md/recensamint](http://www.statistica.md/recensamint)
- 127 A. Blum, Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Editions de la Découverte, Paris, 2003.
- 128 94,3% de la population recensée en 1959 considère comme langue maternelle celle de sa nationalité. Ce point de vue est valable pour les nations titulaires des Républiques, tandis qu'en dehors de leur territoire national les représentants de ces nationalités ont la tendance de présenter le russe comme langue maternelle. La moitié des Ukrainiens vivant hors d'Ukraine ont indiqué le russe comme langue maternelle. P. Podiatchikh, « Au sujet du prochain recensement général de la population », *Vestnik Statistiki*, n°8, 1969, cité par P. Poudade, *Problématique et méthodologie du recensement soviétique de 1970*, Paris 1970.
- 129 D. Arel, « Language categories in censuses: backward- or forward-looking? », *Census and identity: the politics of race, ethnicity, and language in national censuses*, ed. D. I. Kertzer, D. Arel, Cambridge University Press 2002, pp. 92-120.
- 130 D. Arel, "Démographie et politique dans les premiers recensements post-soviétiques : méfiance envers l'Etat, identités en question", *Population*, N° 57(6), 2002, p. 791-820.
- 131 *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, volume 34, Décembre 2003, N°4.
- 132 « Semnificația întrebărilor din formularele de recensământ », Communiqué de presse, [http://www.statistica.md/recensamint/Semnif\\_intreb\\_din\\_chest\\_ro.doc](http://www.statistica.md/recensamint/Semnif_intreb_din_chest_ro.doc)
- 133 David Laitin, "Language and Nationalism in the Post-Soviet Republics", *Post-Soviet Affairs*, 12 (1996), p. 4-24, signale l'importance de l'assimilation linguistique pour l'intégration sociale des minorités dans un Etat nationalisant.
- 134 D. Arel, « Démographie... » , pp. 791-820.
- 135 L'Avis du Comité consultatif du Conseil de l'Europe sur la réalisation de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales dans la

République de Moldavie effectué en 2001 constate un décalage entre deux groupes de population : la majorité, qui parle la langue de l'Etat, et la population qui parle le russe, incluant non seulement les Russes, mais aussi les autres minorités dont les langues sont utilisées plus rarement. La République de Moldavie, dans son commentaire, explique une telle situation par le fait que : « Le russe est la langue maternelle pour 1.003.563 citoyens de la République de Moldavie (23,1 %), dont 557.146 sont Russes, 220.129 – Ukrainiens, 120.368 – Moldaves, 47.872 – Juifs, 16.002 – Bulgares, 11.365 – Gagaouzes, 10.924 – Biélorusses. Pour 1.962.112 citoyens (45,3 %), dont 1.488.865 Moldaves (53,3 %), le russe est la deuxième langue qu'ils possèdent. Le moldave est connu par 169.893 personnes appartenants aux minorités nationales. L'utilisation du russe dans la communication interethnique est une nécessité objective et n'affecte pas le fonctionnement d'autres langues parlées sur le territoire de la République de Moldavie ». Voir « Comentarile Republicii Moldova la Avizul Comitetului consultativ al Consiliului Europei privind realizarea Convenției-cadru pentru protecția minorităților naționale în Republica Moldova » CM(2002)44 . Le recensement effectué en 2004 pourrait devenir encore un argument en faveur du statut du russe en tant que « langue de communication interethnique ».

- <sup>136</sup> B. D. Silver, *Nationality and Language in the New Census of the Baltic States*, Department of Political Science Michigan State University East Lansing, Michigan 48824-1032, July 22, 2002.
- <sup>137</sup> Le questionnaire estonien contienne des réponses parmi lesquelles les répondants peuvent choisir la (les) langues qu'ils parlent couramment : l'estonien, le russe, l'anglais, l'allemand, le français, le finnois, le suédois, le letton, autres langues.
- <sup>138</sup> W. Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle. Une théorie libérale du droit des minorités*, Paris, Editions La Découverte, 2001, p. 42.
- <sup>139</sup> E. Gellner, *op. cit.*
- <sup>140</sup> E. Hobsbawm, *op. cit.*, p. 2.
- <sup>141</sup> A. Pippidi, *Despre statui și morminte. Pentru o teorie a istoriei simbolice*, Polirom, Iași 2000, p. 9.
- <sup>142</sup> V. Ciobanu, *Anatomia...*, p. 281-282. Voir aussi « Declarația reprezentanților Uniunilor de creație și instituțiilor culturale »,  *Glasul națiunii*, 6 novembre 2003.
- <sup>143</sup> M. Weber, *Économie et société*, 2, Plon, Paris 1995, p. 143.